

REGION ADMINISTRATIVE DE LABE

REPUBLIQUE DE GUINE

PREFECTURE DE LABE

SOUS PREFECTURE DE KALAN

Travail-Justice-Solidarité

COMMUNE RURALE DE KALAN

**PLAN DE DEVELOPPEMENT
LOCAL (PDL) DE LA CR DE KALAN(2022-2027)**

Sigles et abréviations

- ADL** : Agent de Développement Local
AENF : Alphabétisation et éducation non formelle
AGR : Activité génératrice de revenus
ANAFIC : Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales
APEAE : Association des Parents d'Elèves et Amis de l'Ecole
ATS : Agent technique de santé
AV : Animateur villageois
BGL : Bonne Gouvernance locale
CC : Conseil communal
CDL : Contribution pour le Développement Local
CEPE : Comité d'Entretien des Points d'Eau
CNC : Cellule Nationale de Coordination
CNE : Commission Nationale de l'eau
CPM : Commission de Passation des Marchés
CR : Commune Rurale
CS : Centre de Santé
CSA : Centre de Santé Amélioré
CSG : Comité de Suivi et Gestion
CSP : Comité de Suivi de Processus
CVEP : Comité Villageois d'Entretien des Pistes
DND : Direction Nationale de la Décentralisation
DPE : Direction préfectorale de l'éducation
DPS : Direction Préfectorale de la Santé
DSEE : Délégué Scolaire de l'Enseignement Elémentaire
DSEL : Diagnostic Socioéconomique Locale
DSPJ : Direction Sous-préfectorale de la Jeunesse
DSRP : Document de stratégie de réduction de la pauvreté
EPP : Equipe pluridisciplinaire de planification
ERA : équipe régionale d'appui
FAO : Fonds International Pour le Développement Agricole
FEM : Fonds de l'environnement mondial
FIDA : Fonds international pour le développement agricole
Ha : hectare
HAEP : Hygiène Assainissement eau potable
IC : Ingénieur Conseil
MATD : Ministre de l' Administration du terroir et de la Décentralisation
ME : Médicaments Essentiels
MEC : Mécanisme d'Engagement Citoyen
OCB : Organisation Communautaire de Base
OMD : Objectif du millénaire pour le Développement
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OPEP : Organisation des pays producteurs de pétrole
PACV : programme d'appui aux communautés villageoises
PAM : Programme Alimentaire Mondiale
PANAFIC : programme d'appui à l'ANAFIC
PDL : Plan de Développement Local
PEPT : Projet Education pour Tous
PGCT : Programme de Gestion Communautaire des Terres
PM : Pour mémoire

PR : Personnes Ressources
PRDS : Plan Régional de développement sanitaire
PTF : Partenaire technique et Financier
RA : Région Administrative
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
S/P : Sous-préfecture
SAPR : Système d'Alerte Précoce
SCF : Service cantonnement forestier
SG : Secrétaire général
SMART : Spécifique Mesurable Atteignable Réalisable Temps
SNAPE : Service National de Point d'eau
SOS : Save Our Soul
SPD : Service Préfectoral de Développement
SRA : Service régional d'appui
STD : Service technique déconcentré
T : Tonne
TNS : Taux net de scolarisation
UGVD : Union des guinéens volontaires pour le Développement
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Sommaire :

Introduction :

I. Présentation de la CR

- Historique
- Situation géographique
- Climat
- Végétation
- Relief
- Hydrographie
- Population
- Occupation des populations
- Tradition et religion
- Liste des infrastructures communautaires fonctionnelles
- Organisations socioéconomiques
- Organisation administrative
- Education/Alphabétisation
- Santé
- Organismes d'appui au développement local

II. Participation des populations aux étapes de la démarche méthodologique

- Réunion d'information et de sensibilisation
- Atelier communautaire de lancement du DSEL
- Forum communautaire de restitution du PDL
- Forum communautaire de validation du PDL

I- Etat actuel de développement de la CR

- Etat actuel de la situation socioéconomique des Districts
- Tendance démographique et socio-économique
- Atouts de développement de la CR
- Principaux problèmes identifiés par secteurs de développement
- Analyse des problèmes centraux par secteur de développement

II- Analyse des pistes de solution par secteur de développement

III- Situation des sources de recettes de la CR

IV- Vision et Objectifs globaux de développement

- Vision de développement de la CR
- Orientation stratégiques par secteur
- Orientations stratégiques liées à la bonne gouvernance et aux renforcements des capacités institutionnelles

V- Planification

VI- Stratégie de mise en œuvre

VII- Suivi/Evaluation, Conclusion et perspectives

1. Introduction

Le Gouvernement de la République de Guinée s'est fixé comme objectifs globaux de développement d'améliorer les conditions de vie des populations, d'assurer une croissance économique rapide, durable et équitable tout en protégeant l'environnement.

Les objectifs sectoriels du développement rural qui découlent directement de la politique gouvernementale ainsi décrite visent à assurer la sécurité alimentaire, à développer les infrastructures socio-économiques de base, d'améliorer leur gestion et enfin d'assurer une gestion rationnelle de leur développement humaine durable.

Les collectivités décentralisées ont été retenues par le Gouvernement comme cadre favorable à la mobilisation et à la participation dynamique des populations dans la perspective de leur développement humaine durable.

L'article 511 du code des collectivités locales définit le plan de développement local (PDL) comme étant le principal outil de la collectivité locale dans l'exercice de sa responsabilité de Développement Socioéconomique Local. Toute collectivité est tenue de se doter d'un Plan de Développement Local (PDL). Il constitue le cadre de référence pour toute intervention de développement.

Un développement harmonieux et durable nécessite la prise en compte des préoccupations des communautés de bases. Tous ceux-ci conduits à l'élaboration d'un PDL à travers des actions réalistes et réalisables, assorti du Diagnostic Socio-économique Local (DSEL).

C'est dans ce cadre que le guide méthodologique planification de la deuxième génération prend en compte certains aspects dont entre autres : la prévention de la gestion des conflits, l'aménagement spéciale, l'emploi des jeunes et femmes, le genre.

Ainsi, l'ANAFIC dans son intervention à travers les axes : L'amélioration de l'accès des populations rurales aux services de bases, Renforcement des capacités techniques et institutionnelles des acteurs de la décentralisation, La promotion de la gouvernance locale et de l'engagement citoyen, La mise en œuvre de politique de sauvegarde environnementale et sociale.

Et sa mission est de mettre en œuvre la politique de financement du développement local à travers le Fonds National de Développement Local (FNDL), accompagner les collectivités locales et leurs partenaires pour un développement inclusifs et durable et une offre de service de qualité, promouvoir et soutenir des pratiques de concertations pluri-acteur et de redevabilité.

Inscrit dans le programme semestriel (Juillet, Aout, Septembre, Octobre, Novembre et Décembre 2021) des activités de révision et de réactivation des PDL dans 16 CU/CR de la région administrative de Labé.

Compte tenu de l'importance de ce PDL en matière de développement local, la CR de Kalan a pris l'initiative de la révision de ce document pour sa mise en œuvre pour une durée de 5ans.

Présentation Sommaire de la commune
Profil Historique

1.1 Liste des membres de l'EPP de Kalan

Prénoms et Nom	Fonction	Poste dans l'Equipe	Contacts
El Hadj Abdoulaye BALDE	Maire	Président	622632803
Alpha oumar SOW	Conseiller	Rapporteur	626937314
Amadou Oury DIALLO	Sous-préfet	Assistant technique	628739411
THIERNO Ibrahima BALDE	Receveur	Assistant technique	628096366
Thierno Sadou BALDE	Représentant société civile	Représentant société civile	621447318
Mamadou Adama DIALLO Kouradjè	Conseiller	Représentant des ONG	622070995
Mamadou Mouctar DIALLO	Président des Jeunes	Représentant Jeune	622887182
Assiatou DIALLO	Conseillère	Représentante Femme	622073429
Thierno Amadou DIALLO	Représentant Ressortissants	Représentant Ressortissants	622410099
Thierno Boubacar Kalanhoye DIALLO	Imam	Représentant Religieux	628262950
Thierno Abdoulaye DIALLO	Conseiller, Président District	Président District Kalan Centre	628667154
El Boubacar SOW	Conseiller, Président District	Président District Dar-es-salam	622017484
Mouctar TALL	Président District Missidè Tiga	Président District Missidè Tiga	620131663
Boubacar DIOP	Président District	Président District Madina Para	
Thierno Mamoudou BARRY	DMR	Assistant technique	621718107
Alpha Sy SAVANE	COC	Assistant technique	621718107
Mariama BARRY	ADL	Assistant technique	621532675
Fatoumata Binta Kadiatou DIALLO	AC	Assistant technique	620394086
Algassimou DIALLO	DSPE	Assistant technique	622689768
Thierno Amadou Dian BARRY	Vétérinaire	Assistant technique	628931802

Présentation Sommaire de la commune

Historique

Le village de Kalan a été fondé en 1570 par MawdhoKaala d'où le nom du village ou MissidèKalan. A sa création, Kalan était habité par des peulhs, des diakankéés, des sarakolés, des toukouleurs et même de Dialonkés venant de divers horizons qui, avec le temps, le brassage culturel a fini par l'emporter en faveur des noms peulhs (Diallo, Sow, Baldé et Barry). Par contre, une minorité a préféré conserver leurs noms de famille comme les Tounkara, les talls, les Doumouya ...etc. Les grands évènements vécus par les populations de Kalan sont entre autres les réalisations socioéconomiques notamment :

- ✓ La construction de la mosquée de Kalan vers 1693
- ✓ La construction de l'école Primaire et du collège de Kalan en 1960
- ✓ L'ouverture des routes entre les villages de Kalan en 1953
- ✓ La création du marché hebdomadaire de Kalan en 1955
- ✓ La construction des bâtiments administratifs en 1975
- ✓ La construction du centre de santé en 1992
- ✓ Kalan a été érigée en CRD à l'instar de beaucoup de localité de la Guinée en 1992

De par les liens ancestraux, les familles cohabitent et exploitent les mêmes ressources naturelles. La cohésion et l'entente entre les familles ont toujours caractérisées leurs rapports.

Situation géographique :

La CR de Kalan est l'une des quatorze collectivités de la préfecture de Labé, elle est située à 20 Km du chef-lieu de la préfecture de Labé et est située :

A l'EST par la CR de Taran ;

A l'OUEST par la Commune urbaine de Labé ;

Au NORD par CR Tountouroun ;

AU SUD par la CR de Noussy ;

La CR de Kalan couvre une superficie de 159 Km² avec une densité de 72 habitants au Km².

La CR de Kalan est subdivisée en quatre (4) districts qui sont : Kalan centre, Missidè Tiga, Daresalam et Madina Para.

Climat :

La CR jouit d'un climat tropical de type foutanien c'est à dire tempéré par l'altitude et caractérisé par l'alternance de deux saisons : la saison sèche de novembre à avril et la saison des pluies de mai à octobre.

Pluviométrie :

La pluviométrie moyenne annuelle constatée pendant les 10 dernières années est de 1700 mm, la revue documentaire y relative n'a révélé aucune sécheresse exceptionnelle susceptible d'influencer les cultures.

Température :

Les températures oscillent entre 12°C et 28°C. Les plus basses sont observées aux mois de décembre et janvier avec respectivement 10 et 12°C. Tandis que les plus hautes sont observées en mars et avril avec respectivement 32 et 36°C en Moyenne. La saison sèche est caractérisée par l'harmattan. La zone est humide surtout en hivernage. Les mois de mars à avril sont les moins humides.

Relief

Le relief de Kalan est très accidenté avec des altitudes variant entre 300m et 500m environ. On y distingue les formations suivantes :

- 1) Les hauts plateaux culminants caractérisés par des Savanes arbustives et des zones rocheuses couvrant les Districts de MissidèTiga et Daresalam.
- 2) Les versants à pente forte et moyenne au sol ferrallitique généralement rencontrés à Daresalam
- 3) Les vallées (le long des cours d'eau et entre les montagnes) constituant les lieux d'habitation et occupés par des champs, des tapades des bas-fonds avec des vestiges de forêts galeries.

Végétation : La savane arbustive et la forêt galerie caractérisent la végétation de Kalan, des graminées couvrent les quelques bowés cuirassés. Les principales essences forestières rencontrées sont le Koura (Parinariexcelsa) le Teli (Erythropheleum) le Néré (Parkia biglobosa). On y distingue l'existence de quelques forêts classées ou communautaires notamment à MissidèTiga et à Kalan Centre.

Hydrographie :

Le CR de Kalan, dispose de plusieurs sources reparties sur l'ensemble du terroir. La majeure partie de ces sources sont tarissables. Le tarissement des sources démarre au mois de Février, juste deux mois après les pluies. Elle est également arrosée par des cours d'eau moins important et tarissables. Le long de ces cours d'eaux on retrouve quelques rares bas-fonds dont certains sont exploités par les femmes pour des cultures maraîchers. Il faut noter que ces cours d'eau ont un régime irrégulier rendant difficile l'exploitation des petits bas-fonds.

1.10Sols : Trois (3) types de sols sont dominants dans le terroir, ce sont :

- ◆ Les hansaguérés situés sur les versants (Fello) ont une charge caillouteuse importante avec une bonne fertilité due à la présence des matières organiques. C'est sur ces sols que le riz, et le fonio sont généralement cultivés. On y rencontre des longues jachères (de 7 à 11 ans) avec une végétation très dense qui restitue la fertilité de ces sols.
- ◆ Les N'dantapada de couleur rouge ou noirâtre sont constitués d'alluvions et de colluvions venus des cours d'eau et des collines. C'est sur ces sols que sont généralement implantés les villages au niveau desquels on remarque une arboriculture florissante.

Les principales cultures sur ces sols sont :

- Niveau tapade : Taro, patate, maïs, piment, haricot, gombo, aubergine, manioc,
- Niveau champs extérieurs : Les cultures pratiquées sont le fonio, le riz et l'arachide
- ◆ Les Dounkirés (sols hydromorphes) situés le long de cours d'eau, par endroit le maraîchage y est développé par les femmes.
- ◆ Autour de ces sols cultivables, on rencontre les Bowés qui occupent des vastes étendues et sont improches à l'agriculture. Cependant, ils servent de pâturages en saison pluvieuse

Milieu humain :

La CR est constitué de 4Districts pour 14 secteurs qui sont :

- District de Kalan Centre : (Kalan1, Kalan 2, Kalan 3, Diohé, Doghole Fafab'hè, Kouradjè et Horé Bowal)
- District de Missidè Tiga : (Segueya, Sintchourou, Hamdallaye, Ley Fello tonny, Madina, Kansô et Hafia)
- District de Daresalam : (Fello 1, Fello 2, Thiakoy, Ouressoko et Diawara)
- District de Madina Para: (Sectur1, Secteur 2, Afia Para,)

Population/Démographie

La population de la CR de Kalan s'élève à 10 413 habitants dont 5 747 Femmes 4 666 Hommes avec une densité de 72 habitants au Km² *Source RGPH 2016*

Tableau N°1 Données sur la population

Population			Densité	Revenu/Ménage	Taux d'accroissement	Taux de mortalité	Taux de natalité	Population active	Espérance de vie	Population par âge (PM)						
Homme	Femme	Total	72h/km ²	PM	PM	PM	PM	PM	PM	^	1	7	13	15	45	60

Source : RGPH 2014

Occupation des habitants

Les principales activités économiques de la CR se résument à l'agriculture, l'élevage, au petit commerce, à l'artisanat, aux fours à briques, à l'extraction du miel, à la cueillette et à l'exploitation forestière (fours à charbon). Les activités agricoles sont pratiquées dans les tapades, les champs extérieurs, les plaines et les bas-fonds. L'élevage est extensif traditionnel

Mouvements migratoires, période, destination et information sur les ressortissants

Le nombre plus élevé de femmes est dû à la polygamie et au phénomène d'exode qui est très marqué dans la collectivité dont les principales destinations sont Labé, Conakry, Sénégal, l'Europe et les Etats Unis. Ceci a pour conséquence, la faiblesse de la main d'œuvre masculine.

Cependant, les ressortissants participent activement au développement socio-économique de la collectivité en contribuant aux efforts de développement déclenché par les projets et en apportant l'essentiel de la subsistance des populations résidentes.

Sources : Diagnostic Districts

Traditions et religion

La CR de Kalan est exclusivement habitée par des musulmans. Dans chaque District il y a une mosquée qui sert non seulement pour les prières ordinaires mais aussi pour la prière de vendredi. La langue dominante reste la langue poular mais le Diakanké est également parlé par les familles Tounkara dans le secteur Diohé district de Kalan Centre.

INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES FONCTIONNELLES DE LA CR

- **Infrastructures Administratives**

La commune rurale de Kalan est très pauvre en infrastructure administrative. Les infrastructures administratives existantes sont le siège de la commune rurale bien équipée ; le siège de la sous-préfecture qui sert à la fois de bureau et de logement du sous-préfet, deux logements des enseignants qui sont en cours de construction à Daressalam et à Missidè Tiga

ORGANISATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

La CR de Kalan a connu une grande mutation ces dernières années en matière d'organisation socio-économique. Cette dynamique a été rendue possible non seulement par la volonté et l'engagement des populations mais aussi par l'appui des projets partenaires comme le PACV, l'OMVS, l'ACF, Tostane, l'ANAFIC, le PANAFIC etc. Une trentaine (30) de groupements d'intérêt économique, de nombreuses associations dont 4 agréées comme l'association pour le développement de Kalan, la mutuelle de santé et tant d'autres ont été créés et rendus opérationnels à travers un appui technique, matériel et financier des projets et programmes partenaires.

La réputation de la zone en matière de production maraîchère a été le facteur déclencheur de ce mouvement.

Les organisations socio-économiques sont fonction souvent des occupations des populations ; ainsi on compte diverses formes d'organisation paysannes, dont entre autres agriculteurs, éleveurs, saponification, tisserands, petits commerçants des teinturières, des artisans, des arboriculteurs...) et

des associations villageoises (APEAE, Associations des jeunes, une mutuelle de santé etc ...). Kalan Emergent, Association Nouvelle Vision pour le Développement de Kalan (NVDK)

Tableau des organisations Fonctionnelles de la Commune

N°	Noms	Sièges	Activités	Composition			Districts	Signataires
				H	F	T		
1	Groupement Agricole Nafa Démal	Kalan Centre	Mais, pomme de terre, maraîchage	43	15	58	Kalan Centre	43 membres du groupement
3	Groupement de saponification de Diohé	Diohé	Saponification	0	30	30	Kalan centre	30 membres
4	Association pour le Développement et le Renouveau de Kalan (ADRAK)	Doghol	Mais, pomme de terre, maraîchage	120	60	180	Missidé Tiga	180 membres de l'association
5	Groupement des teinturières de Kalan centre	Kalan centre	Teinture	1	53	54	Kalan centre	54 membres
6	Groupement cordonnier Diohé	Diohé	cordonnerie	17	0	17	Diohé	17 membres
7	Groupement éleveurs daresalam	Dar-es-Salam	elevage	50	0	50	Dar-es-Salam	50 membres
8	Groupement maraîcher Daresalam	Dar-es-Salam	maraîchage	0	40	40	Dar-es-Salam	40 membres
9	Groupement maraîcher Missidé Tiga	Missidé Tiga	maraîchage	7	20	27	Missidé Tiga	27 membres
10	Groupement éleveurs Kalan Centre	Kalan centre	elevage	12	0	12	Kalan Centre	12 membres
11	Groupement Apiculteurs Kalan centre	Kalan centre	apiculture	10	0	10	Kalan Centre	10 membres
12	Groupement des femmes pour la transformation de soumbra	Madina Para	Transformation de soumbara	12	3	15	Madina Para	15 membres

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

La CR est dirigé par un conseil communal de 17 membres élus dont deux sont parties, ils venaient de Madi qui est désormais à Taran.

Le bureau de la CR est composé de deux organes :

- l'organe exécutif : composé du Maire et les deux vices maire
- l'organe délibérant : de cinq (14) membres dont un représentant par district.

La CR fonctionne conformément aux textes législatifs en vigueur (Code des Collectivités).

Le Maire est assisté par un receveur, un secrétaire général et un ADL pour assurer les travaux techniques, administratifs de la Commune.

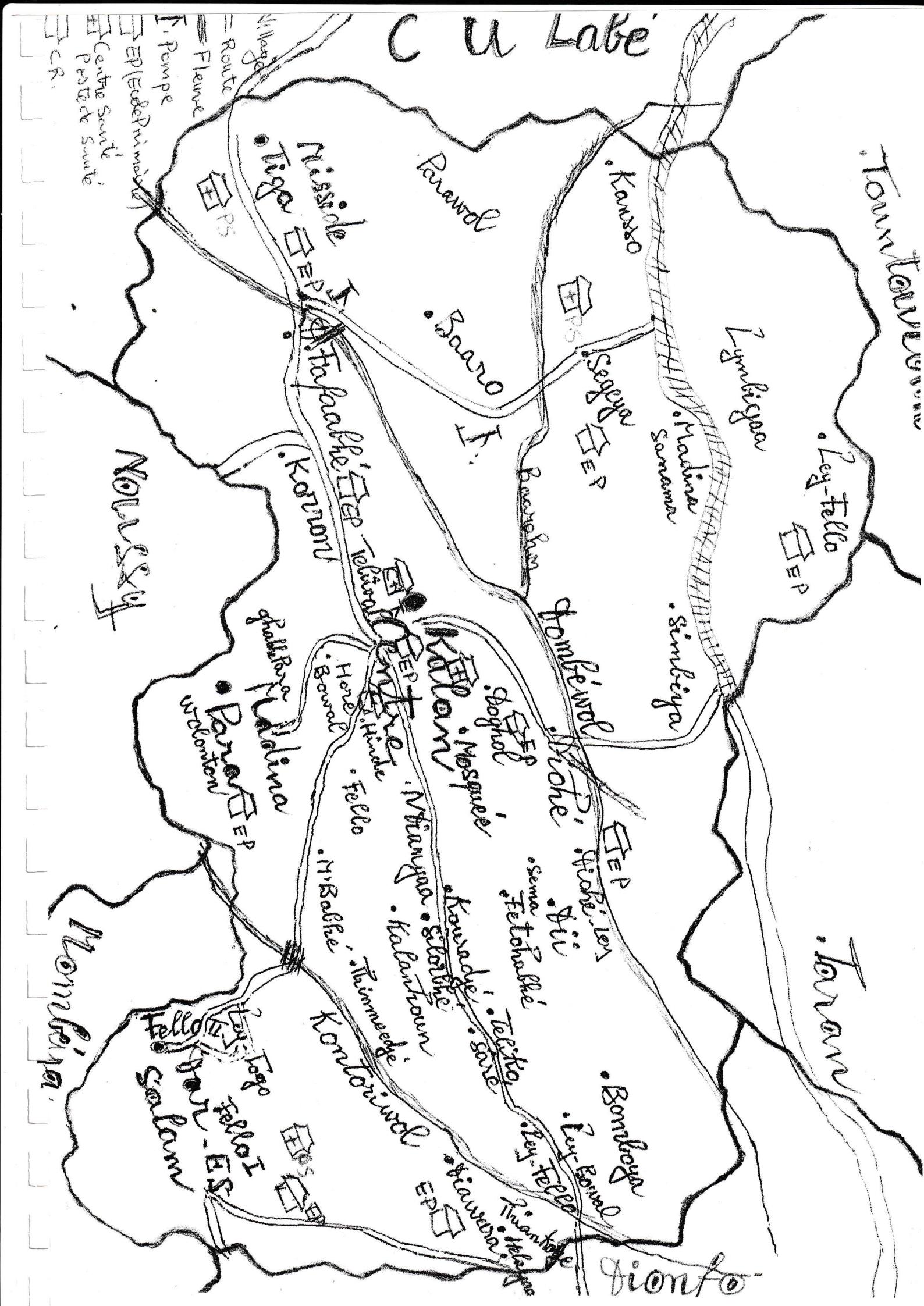
- **Infrastructures éducatives**

La CR de Kalan accuse un retard dans le domaine des infrastructures scolaires. Bien qu'on dénombre des salles de classes dans l'ensemble des districts, le manque de cycle complet du primaire de collège dans certains districts et de Lycée dans la commune, constitue un handicap pour l'enseignement. L'insuffisance ou le manque du personnel enseignant dans certaines écoles primaires et l'insuffisance de documents et matériels didactiques posent également des problèmes. D'autres parts on constate un certain déséquilibre entre les filles et les garçons scolarisés dû au manque de sensibilisation, au mariage précoce et faible revenu des parents.(Voir tableaux ci-dessous). La commune compte 12 écoles primaires dont un franco arabe et deux collèges dont un franco arabe et un centre Nafa non fonctionnel

- **Infrastructures Sanitaires** :la commune rurale de Kalan dispose d'un centre de santé vétuste situé au chef-lieu de la CR et de deux postes de santé situé dans les districts de Dar-es-salam construit avec l'appui du PACV et dans le district de Missidé tiga construit par les populations du District.
- **Infrastructures économiques** : la CR ne dispose que d'un Hangar neuf de 30 places non opérationnel.
- **Infrastructures hydraulique** : la commune compte 50 forages, 10 puits à grand diamètre et 3 pompes solaires.
- **Equipements productifs** : La CR dispose plus de 80 charrues et des équipements rudimentaires notamment des houes, coupes coupe, fauilles, haches, etc.
- **Lieux de cultes** : Comme partout au Fouta, il existe des mosquées de vendredi dans tous les districts et des « Almadjadja » dans certains secteurs et hameaux de la CR de Kalan. Il faut souligner aussi l'existence des aires des prières « NGuerou » par endroit dans la plupart des districts servant de prière à l'occasion des fêtes religieuses.
Il existe des centres coraniques dans tous les villages (Doudhès) ou l'on apprend le Saint Coran.
- **Equipements culturels et sportifs pour jeunes**: La CR ne dispose ni de bibliothèque ni de maison de jeunes, il y a des terrains de sport dans chaque District non aménagés.
- **Moyens de transport et niveau d'accessibilité** : le tout premier avantage des habitants de Kalan c'est le passage de la RN6 (Labé-Tougué) dans le district de Missidé tiga. Donc il existe des taxis et des camions en partance pour Tougué et même à Koubia qui transportent les usagers. A l'intérieur des districts les moyens de déplacement les plus courant sont les taxis motos, et les bicyclettes .La défectuosité des pistes et le manque d'ouvrage de franchissement entraînent le coût élevé du transport et de l'écoulement des produits agricoles. La CR ne dispose pas de gare routière aménagée.

Listes des infrastructures Communautaire fonctionnelles de la CR

N°	Désignation des infrastructures	Nombre	Observation
1	Ecole élémentaires	12	Dans tous les districts
2	Collège	2	
3	Centre de santé	1	
4	Poste de santé	2	
5	Centre Nafa	1	Non fonctionnel
6	Forage	50	Dans tous les districts
7	Puits à grand diamètre	10	Dans 9 villages
8	Sources aménagées	0	
9	Ouvrages de franchissement	6	Ponts
10	Pistes rurales profilées	17Km	
11	Pistes entretenues par les CEVEP	15Km	
12	Mosquées	22	Dans tous les districts



REGION ADMINISTRATIVE DE LABE

PREFECTURE DE LABE

SOUS-PREFECTURE DE KALAN

COMMUNE RURALE DE KALAN

N°01/CR/KL/2021

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

Procès-verbal pour la validation du Plan de Développement Local (PDL) dans la CR de Kalan

Délibération n°...../CR/KL/2021 relative à la validation du Plan de Développement Local (PDL) dans la commune rurale de Kalan

L'an 2021 et le 29/12/2021 à partir de 10 heures, le Conseil Communal de kalan régulièrement constitué s'est réuni en séance ordinaire dans les locaux de la CR sous la présidence du Maire, Elhadj Abdoulaye Baldé en vue de l'examen et de validation du Plan de Développement Local (PDL) de la CR de Kalan.

Le quorum étant atteint, le Maire expose aux élus locaux, la société civile, les services techniques déconcentrés, les sages de la CR et les citoyens les dispositions relatives pour la validation du Plan de Développement Local (PDL) de la CR de KAlan. Il expose également en grandes lignes la démarche et les stratégies de mobilisation que la Commune a pris part dans l'organisation, la mobilisation et la réussite de ses activités communale. Les activités réalisés répond aux besoins de l'organisation, de la gestion efficace et transparente des actions communales et communautaires par les bénéficiaires directs et indirectes.

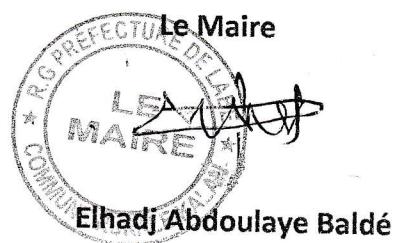
Article 1 : A l'unanimité et par acclamation, le conseil communal de Kalan valide le Plan de Développement Local (PDL) de la CR de kalan.

Kalan, le 29 Décembre 2021

Le Secrétaire de Séance



Alpha Oumar SOW



Ont signés :

N°	Prénoms et Nom	Fonction	Contact	Emargement
1	El hadj Abdoulaye BALDE	Maire	622 63 28 03	
2	Mamadou Dian DIALLO	1 ^{er} Vice Maire	628 51 91 65	
3	Ousmane DIALLO	2 ^{eme} Vice Maire	622 11 65 91	
4	Alpha Oumar SOW	Conseiller	626 93 73 14	
5	Mamadou Daye DIALLO	Conseiller	622 85 20 30	
6	Mdou Moustapha DIALLO	Conseiller	622 26 10 63	
7	El Boubacar SOW	Conseiller	622 01 74 84	
8	Oumar SOW	Conseiller	628 50 00 78	
9	Assiatou DIALLO	Conseillère	622 07 34 29	
10	Mariama Diouldé DIALLO	Conseillère	622 87 76 70	
11	Mdou Adama Kouradjé DIALLO	Conseiller	620 87 54 54 622 07 09 95	
12	El hadj Hadji CAMARA	Conseiller	620 82 67 50	
13	Mamadou Saliou DIALLO	Conseiller	628 83 49 79	
14	Th Abdoulaye DIALLO	Conseiller	628 66 71 54	
15	Saliou Bobo DIALLO	Conseiller	621 38 62 52	
16	Abdoul Gadiri DIALLO	Conseiller	628 17 97 91	
17	Ibrahima BALDE	Conseiller	622 53 40 01	

Kalan le 29 Décembre 2021



El Abdoulaye Balde

REGION ADMINISTRATIVE DE LABE

PREFECTURE DE LABE

FICHE DE CIRCULATION DU COURRIER

Arrivée le 04.1.4./2022. Sous le N° 143. Origine C.R. de Kalan
Objet : Transmission P.A. 2022-2026 de la Réf. 04 du 30.1.3./2022
Destinataire : C.R. de Kalan. ~~pour approbation~~

Instructions du Préfet	Observations Particulières
- Pour avis	
- Pour attribution	
- Pour disposition à prendre	
- Pour information	
- Pour notification à l'intéressé	
- Pour nous représenter	
- Pour suite à donner	
- Pour fin utiles	
- A classer	
- Pour rejet	

SPD
Pour vérification
et suggestions
J. T. 04/04/22

Labé, le 04.1.04./2022

13	Logement fonctionnaires	1	Logement du Sous-préfet
14	Logements des enseignants	2	En cours de réalisation (Missidé Tiga, Dar-es-salam)

Ces infrastructures ont été réalisées par la CR, les populations et l'appui des partenaires au développement comme le PACV, la KFW, ANAFIC et PANAFIC.

Carte de la Commune (voir annexe)

Organismes d'appui au développement local

Nº	Nom de l'organisme	Statut	Partenaires	Domaines d'intervention	Groupes cibles ou bénéficiaires
1	PACV	Programme	Banque Mondiale et FIDA FEM IDA	-Infrastructures socio-économique -Formation des cadres et élus	-Population locale -élus
2	ANAFIC	Programme	Banque Mondiale et FIDA FEM IDA	-Infrastructures socio-économique -Formation des cadres et élus	-Population locale -élus
3	PANAFIC	Programme	Banque Mondiale et FIDA FEM IDA	-Infrastructures socio-économique -Formation des cadres et élus	-Population locale -élus
4	KFW	Projet	KFW	Education et hydraulique villageoise	Enfants et population locale
5	CAM	ONG Nationale	USAID	Education et environnement	-Enfants et population locale
6	TOSTAN	ONG Internationale	USAID	Renforcement des capacités des acteurs locaux en bonne gouvernance	-Elus locaux - Groupements Orphelins
7	OMVS	Programme	OMVS	-Environnement et activités économiques	Population et Groupements
8	Ressortissants	Association	Divers	-Mosquées - Routes - Education	-Population -Enseignant Ecoliers
9	4ATA	Projet	GTZ	Artisanat	Artisans
10	Peace corps	Programme	USA	Education Santé	Elèves population
11	SNAPE	National	ETAT/Bailleurs	Hydraulique	Population

			villageoise	
12	ACF	ONG International	Nutrition	Femmes et enfants

Ce tableau indique que 12 organismes ont ou sont en train d'appuyer les populations de la CR de Kalan dans le développement local à travers des programmes et projets. L'observation de leur domaine d'intervention indique la diversité des interventions. L'importance de leurs interventions est bien perçue par les populations bénéficiaires en ce sens qu'elles sont toujours impliquées dans l'identification, la formulation, le financement, la mise en œuvre et le suivi évaluation des actions qui sont réalisées dans la CR.

L'amélioration de l'accès aux soins de santé primaire, à l'éducation des enfants, à l'eau potable, le désenclavement des zones de production ainsi que les formations des élus, responsables des organisations de la société civile dans les domaines de leurs activités sont entre autres effets et impacts induits par les interventions des projets dans la CR.

PARTICIPATION DE LA POPULATION AUX ETAPES DE LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Réunion d'information et de sensibilisation

N°	Désignation	Hommes	Femmes	Total
1	Elus locaux	9	1	10
2	Services Techniques Déconcentrés (représentants des services communaux)	3	1	4
3	Organisation de la Société Civile	3	0	3
4	Représentants des commissions permanentes	3	0	3
5	Présidents de Districts	3	0	3
6	Jeunesses	5	0	5
7	Femmes	0	1	1
8	Sages	6	0	6
9	Total	32	3	35

Atelier communautaire de lancement du DSEL :

N°	Désignation	Hommes	Femmes	Total
1	Elus locaux	9	1	10
2	Services Techniques Déconcentrés (représentants des services communaux)	3	1	4
3	Organisation de la Société Civile	3	0	3
4	Représentants des commissions permanentes	3	0	3
5	Présidents de Districts	3	0	3
6	Jeunesses	5	0	5
7	Femmes	0	1	1
8	Sages	6	0	6
9	Total	32	3	35

Forum District

Tableau de participation au DSEL de Dar-es-salam

N°	Désignation	Hommes	Femmes	Total
1	Elus locaux	6	1	7
2	Services Techniques Déconcentrés (représentants des services communaux)	4	1	5
3	Organisation de la Société Civile	4	0	4
4	Représentants des commissions permanentes	5	1	6
5	Présidents de Districts	3	0	3
6	Jeunesses	16	4	20
7	Femmes	0	5	5
8	sages	7	0	7
6	Total	45	12	57

Tableau de participation au DSEL de Kalan

N°	Désignation	Hommes	Femmes	Total
1	Elus locaux	7	1	8
2	Services Techniques Déconcentrés (représentants des services communaux)	5	2	7
3	Organisation de la Société Civile	3	0	3
4	Représentants des commissions permanentes	5	2	7
5	Présidents de Districts	3	0	3
6	Jeunesses	15	3	18
7	Femmes	0	7	7
8	sages	9	0	9
6	Total	47	15	62

Tableau de participation au DSEL de Madina Para

N°	Désignation	Hommes	Femmes	Total
1	Elus locaux	7	1	8
2	Services Techniques Déconcentrés (représentants des services communaux)	3	2	5
3	Organisation de la Société Civile	3	0	3
4	Représentants des commissions permanentes	6	2	8
5	Présidents de Districts	2	0	2
6	Jeunesses	89	42	131
7	Femmes	0	24	24
8	sages	23	0	23
6	Total	133	71	204

Tableau de participation au DSEL de Misside Tiga

N°	Désignation	Hommes	Femmes	Total
1	Elus locaux	5	1	6
2	Services Techniques Déconcentrés (représentants des services communaux)	5	2	7
3	Organisation de la Société Civile	5	0	5
4	Représentants des commissions permanentes	5	3	8
5	Présidents de Districts	2	0	2
6	Jeunesses	49	51	100
7	Femmes	0	55	55
8	sages	47	0	47
6	Total	114	116	230

Forum Communal de Planification

N°	Désignation	Hommes	Femmes	Total
1	Elus locaux	4	0	4
2	Services Techniques Déconcentrés (représentants des services communaux)	2	2	4
3	Organisation de la Société Civile	3	0	3
4	Représentants des commissions permanentes	6	2	8
5	Présidents de Districts	2	0	2
6	Jeunesses	9	4	13
7	Femmes	0	5	5
8	sages	13	0	13
6	Total	39	13	52

Etat Actuel de développement de la commune**L'état de la situation socio-économique locale****Problèmes et atouts :****a) Des problèmes**

De l'enquête, il ressort les problèmes et les difficultés suivants :

- 1- Attaque des termites
- 2- Attaque des chenilles et autres animaux sauvages
- 3- Attaque des charançons
- 4- Divagation des animaux
- 5- Mauvaise conservation des semences (maïs, manioc)
- 6- Insuffisance d'outillage agricole
- 7- Baisse de la fertilité
- 8- Feux de brousse
- 9- Culture sur brûlis
- 10- Coupe fréquente des bois pour les clôtures
- 11- Erosion des sols
- 12- Envaselement des cours d'eau
- 13- Exploitation clandestine des bois d'œuvre
- 14- Insuffisance des points d'eau aménagés
- 15- Insuffisance de personnels enseignants
- 16- Mauvais état des pistes
- 17- Faible développement de l'élevage
- 18- Maladie du bétail
- 19- Vol du bétail
- 20- Pénurie alimentaire en saison sèche pour le bétail
- 21- Consommation tissus et emballages synthétiques par le bétail
- 22- Baisse de la production agricole
- 23- Dégradation des ressources naturelles

- 24- Négligence des éleveurs
- 25- Mortalité des petits ruminants
- 26- Insuffisance d'eau en saison sèche pour le bétail
- 27- Tarissement cours d'eau
- 28- Attaque des petits ruminants par les fauves et chiens
- 29- Mosaïque du manioc
- 30- Difficulté de conservation et transformation des récoltes (perte post récolte)
- 31- L'exode
- 32- Baisse de revenu
- 33- Dépendance des appuis extérieurs
- 34- Faible développement des activités artisanales
- 35- Faible taux d'alphabétisation
- 36- Manque de cadre de concertation des intervenants
- 37- Diminution du cheptel
- 38- Faible développement des conditions sociales de base (santé, éducation et hydraulique villageoise)
- 39- Déficit alimentaire
- 40- Disparition d'espèces ligneuses
- 41- Disparition d'espèces fauniques
- 42- Réduction progressive du couvert végétal
- 43- Appauvrissement des sols
- 44- Culture sur les zones sensibles
- 45- Pénurie d'eau en saison sèche pour les cultures maraîchères
- 46- Rareté du bétail sur le marché
- 47- Difficultés d'approvisionnement en intrants
- 48- Gestion non maîtrisée des appuis extérieurs surtout ceux émanant des ressortissants extérieurs
- 49- manque de cadre de concertation et de coordination des actions

Après analyse, ces problèmes peuvent se regrouper autour des centres d'intérêt suivants :

1) Baisse de la production agricole :

- ◆ Dégâts sur les cultures
- ◆ Divagation des animaux domestiques
- ◆ Mosaïque du manioc
- ◆ Attaque des termites

- ◆ Difficultés d'exploitation du potentiel agricole
- ◆ Mauvaise conservation des semences
- ◆ Faible développement de l'élevage
- ◆ Maladies du bétail
- ◆ Vol du bétail
- ◆ Pénurie alimentaire en saison sèche pour le bétail
- ◆ Consommation des plastiques et plantes toxiques par le bétail
- ◆ Outilage agricole inadapté et insuffisant
- ◆ Négligence des éleveurs
- ◆ Mortalité accrue des petits ruminants
- ◆ Maladies des agrumes
- ◆ Difficulté de conservation et de transformation des récoltes
- ◆ Pénurie d'eau en saison sèche pour le maraîchage
- ◆ Déficit alimentaire périodique
- ◆ Précarité des ménages
- ◆ Baisse de revenus
- ◆ Exode rural
- ◆ Dépendance appuis extérieurs
- ◆ Techniques culturales inadaptées
- ◆ Baisse de la fertilité

2) Dégradation des ressources naturelles :

- ◆ Erosion
- ◆ Feux de brousse
- ◆ Culture sur zones sensibles
- ◆ Culture sur brûlis
- ◆ Tarissement des cours d'eau
- ◆ Prélèvement excessif des ligneux
- ◆ Demande élevée en bois pour clôture, construction et chauffage
- ◆ Extension des zones de culture
- ◆ Fort accroissement de la population
- ◆ Appauvrissement des sols
- ◆ Réduction du couvert végétal
- ◆ Surcharge des Cours d'eau en matériaux solides divers

- ◆ Envasement des cours d'eau
- ◆ Rareté essences forestières de valeur
- ◆ Emigration de certaines espèces fauniques

3) Détérioration des conditions sociales de base :

- ◆ Faible couverture sanitaire
- ◆ Insuffisance d'eau potable
- ◆ Faible taux de scolarisation
- ◆ Difficulté de circulation des biens et des personnes
- ◆ Eloignement du centre de santé
- ◆ Bénévolat du personnel de santé
- ◆ Insuffisance de points d'eau aménagés
- ◆ Insuffisance de salles de classes
- ◆ Mauvais état des pistes
- ◆ Faible développement des conditions sociales de base
- ◆ Insuffisance du personnel enseignant

4) Faible développement d'activités génératrices de revenus :

- ◆ Faible développement des activités artisanales
- ◆ Précarité du petit commerce
- ◆ Manque d'initiative
- ◆ Manque de fonds de crédit

5) Faible niveau d'organisation du monde rural :

- ◆ Faible taux d'alphabétisation
- ◆ Manque de mécanisme de formation et d'information en matière de développement
- ◆ Manque de cadre de concertation des intervenants

2. LES TENDANCES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUE LOCALE

Il est pratiquement très difficile aujourd'hui de définir la tendance démographique de la CR de Kalan car le **RGPH de 1996 (15 334 dont 6796 hommes et 8793 Femmes)** est nettement supérieur en terme de nombre de la population à celui du **RGPH 3 de 2014 (10 213 dont 5547 femmes et 4666 hommes)** après 16 ans malgré le point d'indice de multiplication de la population et des naissances enregistrées qui sont également nettement supérieur aux décès.

2. Les atouts de développement de la commune

De la revue synthétique des potentialités de la CR par domaine d'activités, il ressort des atouts suivants :

a) Domaine agricole

- Existence de bas-fonds et de plaines non aménagés
- Existence des coteaux et flancs de montagne aptes à l'agriculture
- Existence de tapades bien entretenues

b) Elevage : Existence de noyaux des bovins, caprins et ovins

c) Cueillette : Existence des produits de cueillette (Néré, Laré, Clou de girofle)

d) Infrastructures socioéconomiques

- **Educative** : 12 écoles primaires dont une privée franco-arabe et deux (2) collèges dont un privé franco-arabe et un centre Nafa non fonctionnel.
- **Hydraulique villageoise** : Vingt Sept (31) forages, neuf(9) puits à grand diamètre et zero source aménagée.
- **Piste** : Existence d'un réseau de pistes qui relient les quatre (4) Districts en moyen état
- Existence d'un centre de santé et de deux postes de santé publics respectivement dans les districts de MissidéTiga et de Dar-es-Salam

e) Hydrographie : les atouts au niveau de l'hydrographie sont les cours d'eau et sources

- Cours d'eau : 2 principaux le Dombéléwol et le Kontori

f) Flore : Galerie forestière le long des cours d'eau

- Savanes arborés sur les flancs de montagne
- Savanes herbeuses sur les bowés

g) Ressources humaines

- Cohésion sociale ;
- Attachement des ressortissants au développement de la localité ;
- Présence de GIE ;
- Présence des personnes ressources locales

De l'analyse de ces problèmes identifiés, quatre (4) problèmes centraux ont été identifiés.

Cette analyse a aussi permis de classer les problèmes en causes et conséquences (voir les arbres des problèmes)

Les principaux atouts de développement de la CR sont entre autres :

- existence de foret mise en défens ;
- l'existence d'un marché hebdomadaire dans la CR ;
- l'appui des ressortissants dans la réalisation des infrastructures d'intérêt communal ;

- la présence des QNG nationales et Institutions Internationales des groupements d'intérêt économique et d'Associations très dynamiques ;
- l'existence des bas-fonds aménageables ;
- l'existence d'une plaine pour la production agricole (District Daresalam) ;
- l'existence des arbres fruitiers.
- la présence d'infrastructures scolaires et sanitaires
- L'existence d'un réseau routier qui relie les districts;

B- Problèmes centraux :

L'examen des différents problèmes a conduit aux problèmes centraux suivants :

- 1) Baisse de la production agricole
- 2) Dégradation progressive des ressources naturelles
- 3) Détérioration des conditions sociales de base
- 4) Faible développement d'activités génératrices de revenus
- 6) Faible niveau d'organisation du monde rural

Une nouvelle analyse permet de déterminer les problèmes causes du problème central considéré et ceux qui en sont plutôt les conséquences.

B1 – Baisse de la production

- Cause :

- 1) Divagation des animaux
- 2) Mosaïque du manioc
- 3) Pénurie d'eau en saison sèche pour le maraîchage
- 4) Attaque des termites
- 5) Exploitation potentiel agricole limitée
- 6) Accès difficile à la zone de production
- 7) Mauvais état de piste
- 8) Maladie des agrumes
- 9) Outilage agricole inadapté
- 10) Mauvaise conservation des semences

- Conséquences :

- 1) Baisse des revenus
- 2) Dépendance appuis extérieurs
- 3) Exode
- 4) Déficit alimentaire

b.2- Dégradation des ressources naturelles

- Cause :

- 1) Feux de brousse
- 2) Erosion
- 3) Culture sur zones sensibles
- 4) Culture sur brûlis
- 5) Prélèvement excessif des ligneux
- 6) Coupe fréquente des bois pour clôture
- 7) Coupe clandestine bois d'œuvre

- Conséquences :

- 1) Réduction couvert végétal
- 2) Appauvrissement des sols
- 3) Fuite des espèces fauniques
- 4) Rareté essences forestière de valeur
- 5) Envasement cours d'eau

B3- Détérioration des conditions sociales de base

- Causes

- 1) Eloignement centre de santé (6 à 8 km)
- 2) Insuffisance des points d'eau aménagés
- 3) Insuffisance des salles de classes
- 4) Mauvais état des pistes

- Conséquences

- 1) Faible couverture sanitaire
- 2) Insuffisance d'eau potable
- 3) Faible taux de scolarisation
- 4) Difficulté circulation biens et personnes

B4- Faible développement des activités génératrices de revenus

- Causes

- 1) Absence d'institutions financières locales adaptées aux petits exploitants
- 2) Manque d'appui financier aux jeunes et aux femmes
- 3) Faible niveau organisationnel des groupements
- 4) Faible exploitation des bas-fonds

- Conséquences

Faible développement d'activités génératrices de revenus

B5- Faible organisation du monde rural

- Causes

- 1) Absence d'initiatives locales
- 2) Manque d'information

- Conséquences

- 1) Manque de cadre de concertation
- 2) Manque de structures d'approvisionnement
- 3) Gestion non maîtrisée des appuis extérieurs

Axes d'intervention

Après analyse des problèmes centraux identifiés et celui des atouts lors du DSEL, il se dégage les axes d'interventions suivants :

- ◆ L'amélioration de la production par la valorisation du potentiel agricole à travers la réhabilitation des pistes, l'aménagement des bas – fonds et plaines, la diffusion des techniques de lutte contre les termites et chenilles ainsi que les techniques de conservation et de transformation des produits agricoles ;
- ◆ L'augmentation du revenu par l'emploi jeune et la prise en charge de l'aspect genre et l'institutionnalisation d'un cadre de concertation entre les acteurs de développement de la CR ;
- ◆ L'appui à la mise en place des mesures locales de protection et de restauration de l'environnement (DRS et reboisement zones dénudées,.....);
- ◆ La mise en place des infrastructures sociales (hydraulique villageoise, poste de santé, école et pistes rurales)

Ces interventions seront réalisées avec des ressources internes (communautés) et externes (Projets/ Programmes, ONG et ressortissants). L'atteinte de ces objectifs doit passer nécessairement par la formulation et la mise en œuvre d'un PDL qui aura comme acteurs principaux les populations de Kalan.

Principaux atouts, problèmes et pistes de solutions évoqués par les populations par domaines et sous domaines lors du DSEL

Domaines	Atouts	Problèmes	Causes	Consequences	Pistes de solutions	Bénéficiaires	Financem ent
Education	-La Commune dispose de : 12 écoles primaires dont un privé franco arabe et deux collèges dont un franco-arabe privé Un corps enseignant de 26 personnes dont 11 femmes et un corps professoral de 10 enseignants dont 3 contractuels 12 APEAE Il existe des écoles coraniques (doudhè) dans tous les villages Une grande population scolaire : 1507 Population	Insuffisance d'infrastructur es scolaires Manque de fournitures scolaires Insuffisance d'enseignants Faible niveau des élèves Déscolarisatio n des jeunes filles Centres Nafa non fonctionnel Eloignement du collège pour certains districts entraîne l'abandon des élèves admis à l'examen d'entrée en 7eme	-Faible implication des services de l'éducation Retard Absence des enseignants Pauvreté des parents -Refus pour certains cadres de rejoindre leur lieu d'affection Mariage précoce Faible appui des PTF	-Faible taux de scolarisation -Chômage et abandons des écoliers -Existence de classes multigrade ou groupes pédagogiques pour la CR -Déperdition des jeunes filles Augmentation du taux d'alphabétisme	-Construire des infrastructures scolaires et équipements (logement) -Renforcement du personnel enseignant -Prendre en charge les enseignants communautaires -Redynamiser le centre Nafa	-Symbiaya	-Pour toute la CR

	scolarisée : 1507 dont 743 Filles					
Santé	La commune est dotée d'un centre de santé et de 2 postes de santé et des équipements de 2 fonctionnaires et 5 contractuels dont 1 femme Existence d'untradithera peutes Taux de fréquence : 80%	-Le centre de santé en mauvais état, -Manque d'eau au poste de santé, éloignement des secteurs pour le district (Dar-es-salam), -Le paludisme et les maladies diarrhéiques continuent de sevir -Insuffisance de personnel soignant -Manque de sensibilisation sur les IST VIH Etat vétuste du centre de santé	-Faible implication des autorités Sanitaires -Faible fourniture de médicaments -Réticence des notables pour les sensibilisations sur les IST/VIH SIDA Faible appuis des Partenaires au développement -Le paludisme et les maladies diarrhéiques continuent de sevir -Insuffisance de personnel soignant -Manque de sensibilisation sur les IST VIH	-Faible fréquentation des centres de soins -Cherté des médicaments - Prolifération des maladies notamment le paludisme et les maladies transmissibles (IST/VIH/SIDA)	-Rénovation du centre de santé -Sensibiliser la population à fréquenter les centres de soins (centre de santé) -Renforcement du personnel soignant -Procéder à des campagnes de distribution de moustiquaires -Faire des campagnes de sensibilisation sur les IST VIH SIDA Construction et équipement de deux postes de santé	-Kalan centre Pour tous les points de santé Thiankoye (Dar-es-salam) Ley fello tonny (Missidé Tiga)
Pêche	Existence de cours d'eau	Manque de pisciculture Tariissement des cours d'eau	Manque de structures de pisciculteurs	Manque de produit halieutique	Aménagement d'une zone de pisciculture	Sur le fleuve Dombéléwo
Agriculture	Il existe de grands	Faible rendement des	- Manque d'appui - Non-respect du	- Faible revenu Dépendance de	- Doter les paysans des moyens de production	Groupements agricoles

	domaines agricoles aménageables dans la Commune Existence d'un conseiller Agricole Et des groupements agricoles Existence de potentialités agropastorales dont certains cours d'eau	cultures -Manque d'agent agricole -Faibles organisation des groupements agricoles Existence de potentialités agropastorales dont certains cours d'eau	calendrier agricole - Faible encadrement des GIE - Faible implication du service préfectoral de l'agriculture - Difficulté d'accès aux intrants agricoles - Manque d'équipements agricoles - Pauvreté Inexistence de crédit agricole Manque de moulins de maïs et de décortiqueuses	l'extérieur - la faim Maladies - Exode rural - Conflits au sein des foyers - Difficulté d'accès aux intrants agricoles - Manque d'équipements agricoles - Pauvreté Inexistence de crédit agricole Manque de moulins de maïs et de décortiqueuses	modernes -Appui technique et financier des groupements agricoles -Construire des magasins de stocks -Organiser des campagnes agricoles pour l'autosuffisance alimentaire dans la Commune Aménagement de bas-fonds et plaines Apport d'intrants agricoles Implication des services agricoles Agents agricole	-Dar-es-salam -Missidè Tiga -Madina Para -Madina Para -Dar-es-salam -Madina Para -Dar-es-salam Agents agricole
Elevage	Existence de potentialités agropastorales -Le cheptel de la commune s'élève à près de 7000 têtes Bovins : 4250 Ovins : 6900 Caprins : 8725 Volailles dans les foyers Un agent vétérinaire et des auxiliaires Taux de couverture	-Faible organisation des éleveurs -Manque de boucherie et d'aire d'abattage aménagé -Diminution du cheptel - Insuffisance de pâture - Faible alimentation du bétail - Faible abreuvement	- Négligence des éleveurs - Manque d'abreuvoir pour le cheptel - Insuffisance de pâture - Manque de comités villageois de surveillance - Faible implication du service préfectoral de l'élevage	- Divagation des animaux - Peste des ruminants - Vol du bétail - Faible revenu Rareté des produits de l'élevage (lait, viande peau) Famine Maladies Exode rural	-Appui à l'organisation des éleveurs et apiculteurs -Extension de la couverture sanitaire -Aménager d'abreuvoirs pour le cheptel -Identifier et aménager de nouvelle zone de pâturages -Aménager des aires d'abattage et des boucheries -Renforcement du personnel vétérinaire	-Groupement des éleveurs Dans tous les 4 Districts (Dar-es-salam, Kalan centre, Madina Para, Missid- Tiga) -Kalan centre

	Sanitaire: 65% du bétailen saison sèche - Divagation des animaux			
Hydraulique	-il existe de beaucoup de points d'eau dont 5.0 forages, 10 grands diamètres, 3 pompes solaires, puits améliorés et des puits locaux	-Insuffisance d'eau potable -Faible équipement des comités de suivi et d'entretien -Tarisement des puis locaux -Insuffisance d'hygiène	-Faible couverture du SNAPE - Manque de comités de suivi et d'entretien des points d'eaux -Feux de brousse -Destruction des têtes de sources -Insuffisance de points d'eau	- Difficulté d'approvisionnement en eau potable - Maladies parasitaires et diarrhéiques - Pénurie d'eau - Conflits autour des points d'eau
			-Aménager des points d'eau en vue d'augmenter la quantité d'eau potable -Doter les CSEPE en équipements adéquats	-Dans les 4 districts de la CR -Kalan centre
Infrastructures routières	La Commune Rurale est traversée par des pistes rurales améliorées et des pistes saisonnières qui relient les villages Il y a 10 ouvrages de franchissement s dans la CR	Dégradation des pistes rurales en saison pluvieuse Faible équipement des CVEP -Dégradation complète de certains ponts	-Relief accidenté - Manque de CVEP - Faible implication du BTGR Abondance des pluies Insuffisance d'ouvrages de franchissement	-Enclavement des certains villages en saison pluvieuse - Coût élevé du transport - Difficulté d'évacuation des malades - Difficulté d'écoulement des produits agricoles
Activités économiques et	Dans la commune le secteur	Inexistance d'organisations formelles	- Manque de moyens et d'initiatives - Faible organisation	-Appui à la création d'organisations d'artistes -Groupe des artisans -Associations

artisanat	agricole et tertiaire sont les plus développés en plus des agriculteurs et des éleveurs; il y a divers corps de métiers dont entre autres des forgerons, des vanniers, des potiers,etc	d'artisans Taux élevé d'analphabète - Faible équipement des artisans - Rareté de la matière première - Concurrence au niveau du marché	des artisans - Analphabétisme	Ouverture d'uneASF (Association de service financier) Rechercher des partenaires	des jeunes et des femmes
Organisations sociales	La commune dispose de personnes ressources Présence des SDT Des élus locaux Des OSC	Faible niveau des élus locaux Des responsables des GIE et Associations Faible organisation des OSC	- Analphabétisme - Manque de budget de fonctionnement pour le conseil de district et le conseil communal - Insuffisance d'appui des OSC	- Faible suivi de la scolarité des enfants -Conflits internes au sein des GIE Dislocation de certaines associations	-Ouverture des centres d'Alpha Organisation des sessions de formation pour les élus locaux et les responsables des Associations et GIE -Appui à la formation des jeunes en montage de projets
Infrastructures de base	Existence d'infrastructures de base un Bureau et Résidence S/P en état dévastés et un bureau bien équipé pour le siège de la	Etat vétuste des infrastructures existantes Faible équipement	Faible entretien Faible implication des autorités Insuffisance de moyens financiers	Faible recouvrement des taxes Faible épanouissement de la jeunesse Faible développement du secteur économique et artisanal	Construction des infrastructures de base (Marché, maison des jeunes, terrain de sport etc...) -Rénovation des bâtiments existants(Bureau et Résidence S/P, logement des fonctionnaires) -Kalan centre

	(CR) et des sites pour d'autres immobiliers		Baisse de revenu	Recouvrement des taxes	-Pour toute la CR
Téléphonie	Existence d'une forte clientèle Existence du réseau orange	Difficulté de communication	Instabilité des réseaux Manque de pylône d'autre société comme areeba et celcom	Faible accès à la communication	Implantation des pylônes relais pour améliorer la qualité des services téléphoniques
Électricité	La CR est préurbain	Manque d'électricité	Non extension du réseau électrique de l'EDG Manque d'éclairage rural	Faible communication téléphonique	Extension du réseau électrique dans les districts préurbains
Mines et carrières	Existence de carrières de graviers Existence des fours à briques	Dégénération de l'environnement et des habitats	Pauvreté, laxisme des autorités, Manque de recouvrement des taxes affiliées	Destruction de l'environnement	Normaliser l'exploitation, réhabiliter les carrières abandonnées par des reboisements Recouvrir les taxes affiliées
Environnement et forêt	Existence de potentialités environnementales et forestières Existence de deux forêts, mises en défend	Dégénération accélérée de l'environnement	Faible implication des agents des eaux et forêts Exploitation clandestine du bois -charbon de bois -fours à briques Prolifération des tronçonneuses Manque de poubelles	Disparition de la biodiversité Déséquilibre de l'écosystème Sécheresse Perturbation climatique Diminution de la production agricole Baisse des revenus Famine Exode rural	Vulgarisation du code environnemental dans les langues locales Protection des écosystèmes et de la biodiversité Renforcement du personnel du CCF Organisation de campagnes de CCF, jeunes leaders,

			reboisement Réalisation des clôtures grillagées Construction de latrines publiques Mise en place des comités de surveillances	association, comité ou commission concernés
Renforcement des capacités et Bonne Gouvernance Locale	Existence de personnes ressources Des STD Des élus locaux Des GIE Existence des Associations Existence d'un centre Alpha	Faible organisation des groupements Faible appui des PTF Faible vulgarisation des textes et lois régissant les services	- Faible d'implication des autorités locales, - Faible structuration des GIE - Faible connaissance de l'esprit associatif Manque de transparence Impunité	<p>- Mauvaise gestion financière - GIE non pérennes</p> <p>- Faible connaissance du code des collectivités décentralisées</p> <p>- Faible concertation sur les sujets allant dans le développement local des communautés</p> <p>Retard au développement</p>
IST/VIH SIDA	Existence d'une population jeune	Manque de sensibilisation sur les IST/VIH SIDA	Faible implication des structures sanitaires Non présence d'ONG partenaire au PSI	<p>Prolifération des IST/VIH SIDA</p> <p>Formation des AV Sensibilisation des élus locaux des responsables et membres des OSC et des élèves sur les modes de prévention et de contamination du virus</p>
Intercom	Existence	Manque de	Méconnaissance de	<p>Faible utilisation</p> <p>Développer l'approche</p> <p>CR Dionfo, CR et</p>

munalité	d'opportunité et du potentiel	développement de la Commune	l'approche et de l'importance de l'intercommunalité	des opportunités de développement	intercommunalité entre les CR	CR Sannou, CR Noussy, CR Tountouroun, CU Labé	PTF
Zonage	Il existe des domaines agricoles, des parties qui peuvent servir de zones de pâtrages	Divagation des animaux, parties qui peuvent servir de zones de pâtrages	Construction anarchique, méconnaissance de l'importance du zonage	destruction des cultures par le bétail	Aménagement du territoire de la CR	-Kalan centre -Missidé Tiga -Madinna Para Dar-es-salam	CR et PTF
Emploi jeune	Proximité de la commune urbaine	chômage des jeunes	- Pauvreté des sols - Insuffisance de terres cultivables - Manque de moyens matériels et financiers	Pauvreté Banditisme, vole, viole	- Crédit d'un fonds emploi jeune ou d'un fonds social durable - Aménagement des bas-fonds et plaines - Formation des jeunes aux techniques de montage de microprojets - Formation des jeunes aux techniques culturelles	-Associations et Groupement des jeunes de la CR	CR et PTF
Genre	Existence de personnes vulnérables	Pauvreté, Marginalisation	manque d'appui, manque de mesures d'insertion des couches vulnérables	Pauvreté, mariage précoces, mariage forcés, viole conjugal,	Créer des activités génératrices de revenus pour les couches vulnérables Mise en place d'un fonds de roulement et de développement	Pour tous les handicapés physiques, les femmes et jeunes vulnérables de la CR	CR et PTF

			pour les femmes et les handicapés physiques	
			Formation des couches vulnérables	
			Mettre en place des centres d'apprentissage	

NB : Les problèmes évoqués lors du DSEL par les populations ont été regroupés en des problèmes centraux dont les causes et les conséquences ont été analysées. A l'issue de ces analyses des pistes de solutions pertinentes ont été formulées. Puis des activités réalistes et réalisables ont été déduites des pistes solutions évoquées pour résoudre les problèmes évoqués.

IV. Analyse des pistes de solutions par Secteur

Domaines	Pistes de solutions	Activités
Education	Améliorer le niveau de l'éducation	<p>Construire des infrastructures scolaires et équipements</p> <ul style="list-style-type: none"> -Recruter des enseignants -Prendre en charge les enseignants communautaires -Construire des centres Nafa <p>Approvisionner les écoles en fourniture et manuels scolaires</p>
Santé	Améliorer le taux de couverture sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> -Equiper le centre de santé et les postes d'équipement adéquats -Recruter des agents de santé -Procéder à des campagnes de distribution de moustiquaires -Faire des campagnes de sensibilisation sur les IST VIH SIDA -Construire des postes de santé
Foresteries	Réduction de la déforestation	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser des campagnes de reboisement -Mettre en place des comités de surveillances des forets et équipement des agents forestiers
Agriculture	Améliorer le rendement des cultures.	<ul style="list-style-type: none"> -Doter les paysans des moyens de production modernes -Appui technique et financier des groupements agricoles -Construire des magasins de stocks -Organiser des campagnes agricoles pour l'autosuffisance alimentaire dans la Commune - Aménager et sécuriser les plaines et bas-fonds existent
Elevage	Favoriser l'augmentation du cheptel.	<ul style="list-style-type: none"> -Initiation des Associations d'éleveurs -Extension de la couverture sanitaire -Aménager d'abreuvoirs pour le cheptel -Identifier et aménager de nouvelle zone de pâturages -Aménager des aires d'abattage et des boucheries -Former des auxiliaires vétérinaires - Utiliser les services d'un bouvier - Appliquer le zonage des districts
Hydraulique villageoise	Augmenter la quantité d'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> -Aménager des points d'eau en vue d'augmenter la quantité d'eau potable -Doter les CSEPE en équipements adéquats
Infrastructures routières	Faciliter l'accès dans les secteurs ou zones de production	<ul style="list-style-type: none"> -Reprofilier des pistes rurales -Réaliser des ouvrages de franchissements -Former et doter les CVEP en équipement
Activités économiques et artisanat	Améliorer les revenus	<ul style="list-style-type: none"> -Appui à la création d'organisations d'artisans -Ouvrir des centres Alpha à l'image du projet VITAL - Identification de nouvelles filières porteuses - Appui financiers et techniques des artisans - Crédit d'un fonds de roulement
Organisations sociales	Améliorer les revenus Cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> -Ouverture des centres d'Alpha -Organisation des sessions de formation pour les élus locaux et les responsables des Associations et GIE

Renforcement de capacité et BGL	Promouvoir la culture Démocratique et l'apprentissage des populations et des élus locaux Promouvoir le développement local avec le renforcement des capacités des élus locaux et des organisations	Ouverture des centres Alpha Organisation des sessions de formation pour les élus locaux et les responsables des Associations et GIE
Environnement	Protéger l'Environnement	Vulgarisation du code environnemental dans les langues locales Protection des écosystèmes et de la biodiversité
Energie (courant électrique)	Eclairage des villages Promotion de l'énergie solaire	Extension du réseau électrique
Téléphonie	Désenclavement des villages	Extension des réseaux téléphoniques Implantation des pilonnes
IST/VIH SIDA	Améliorer la connaissance des moyens de lutte contre les IST/VIH/SIDA	- éducation et sensibilisation ; - formation et information ; - plaidoyers ;
Infrastructures socioéconomiques de base	Augmenter ou réaliser des infrastructures socio-économiques.	- aménagement des terrains de football ; - formation des associations des jeunes ; - approvisionnement en moulins et décortiqueuses ; - aménagement des marchés ; - sensibilisation de la population ; - électrification rurale ; - construction de maisons de jeunes ;
Pêche	Ravitailler les populations en poissons	Former des GIE de pisciculteurs et aménager des étangs pour l'activité
Mines et carrières	Orienter les revenus dans le développement des communautés	Impliquer d'avantage les élus locaux
Intercommunalité	Améliorer les relations de partenariat	Sensibiliser les élus et la population
Genre	Créer des activités génératrices de revenus pour les couches vulnérables Mise en place d'un fonds de roulement et de développement pour les femmes et les handicapés physiques Formation des couches vulnérables Mettre en place des centres d'apprentissage	Sensibiliser les élus et la population à la mobilisation des fonds et à la recherche de partenaire financier
Emploi jeune	- Création d'un fonds emploi jeune ou d'un fonds social durable - Aménagement des bas-fonds et plaines	Sensibiliser les élus et la population à la mobilisation des fonds et à la recherche

	<ul style="list-style-type: none">- Formation des jeunes aux techniques de montage de microprojets- Formation des jeunes aux techniques culturelles	de partenaire financier
Zonage	Aménagement du territoire de la CR	Sensibiliser les élus et la population à la mobilisation des fonds et à la recherche de partenaire financier

V. Diagnostic Institutionnel, organisationnel et financier de la collectivité
Fonctionnement de l'organe élu

GRILLE DE DONNEES SUR LES ELUS DE LA COLLECTIVITE

N°	Nom et Prénoms élus	Age	Sexe (M/F)	Catégorie Socio professionnel le (*)	Niveau d'Instruction (**)	Fonction élective (***)	Organes élus d'appartenance (****)	Localité de résidence (District, Quartier)	Distance de la localité de résidence au chef-lieu de la Collectivité (en Km)
1	El Abdoulaye BALDE	58	M	Cultivateur	Ecole coranique	Maire	Exécutif	Kalan centre	0km
2	Mamadou Dian DAILLO	58	M	Marchand	BEPEC	1 ^{er} Vice Maire	Exécutif	Kalan centre	0km
3	Ousmane DIALLO	60	M	Tapissier	BEPEC	2 ^é vice Maire	exécutif	Missidè Tiga	9km
4	Alpha Oumar SOW	36	M	Enseignant	Universitaire	Conseiller	Conseil communal	Daresalam	18km
5	Ibrahima BALDE	49	M	Cultivateur	Primaire	Conseiller	Conseil communal	Kalan centre	0km
6	Mamadou Moustapha DIALLO	49	M	Tailleur	BEPEC	Conseiller	Conseil communal	Kalan centre	0km
7	Mamadou Daye DIALLO	65	M	Chauffer	BEPEC	Conseiller	Conseil communal	Missidè Tiga	9km
8	Assiatou DIALLO	58	F	Marchande	Primaire	Conseillère		Kalan centre	0km
9	Elhadj Boubacar sow	72	M	Cultivateur	Ecole coranique	Conseiller	Conseil communal	Daresalam	18km
10	Mariama diouldé DIALLO	44	F	Commerçante	Ecole coranique	Conseillère	Conseil communal	Missidè Tiga	9km
11	Oumar SOW	61	M	Tailleur	Primaire	Conseiller	Conseil communal	Daresalam	18km
12	Mamadou Adama DIALLO	48	M	Chauffer	Collège	Conseiller	Conseil communal	Kalan centre	0km
13	Thierno BDOULAUE DIALLO	76	M	Sage	Ecole coranique	Conseiller	Conseil communal	Kalan centre	0km
14	Mamadou Saliou DIALLO	52	M	Commerçant	Primaire	Conseiller	Conseil communal	Missidè Tiga	9km
15	Thierno Abdoul gadiry DIALLO	61	M	Cordonnier	Primaire	Conseiller	Conseil communal	Kalan centre	0km
16	Elhadi CAMARA	69	M	Cultivateur	Ecole coranique	Conseiller	Conseil communal	Missidè Tiga	9km
17	Saliou Bobo DIALLO	72	M	Fonctionnaire retraité	Ecole professionnelle	Conseiller	Conseil communal	Missidè Tiga	9km

- Fonctionnement des services communaux**

Tenue des sessions réglementaires au cours des trois dernières années

	2018		2019		2020	
	Nbre sessions	Objets	Nbre sessions	Objets	Nbre sessions	Objets
Trimestre 1	1		1	Approbation du budget	1	Approbation du budget
Trimestre 2	1		1	Evaluation du niveau d'exécution des actions du PAI	1	Evaluation du niveau d'exécution des actions du PAI
Trimestre 3	1		1	Remaniement budgétaire	1	Remaniement budgétaire
Trimestre 4	1	Adoption du compte administratif	1	Adoption du compte administratif	1	Adoption du compte administratif
Total	4		4		4	

- Activités du Conseil Communal**

Activités du Conseil Communal au cours des trois dernières années

Rubriques d'analyse	2018	2019	2020
Nombre de sessions du CC	2	3	3
Taux moyen de présence des élus (nbre d'élus présents/nbre total d'élus)	17/17	16/17	14/17
Nombre total de commissions de travail	07	07	10
Nombre de commissions de travail actives	05	04	05
Nombre moyen de dossiers traités par la commission en charge de l'économie et des finances	05	07	08
Nombre moyen de dossiers traités par la commission en charge de l'environnement	02	01	03
Nombre moyen de dossiers traités par la commission en charge des affaires sociales	10	09.	07
Nombre moyen de dossiers traités par la commission en charge des affaires domaniales	13	21	11
Nombre total moyen de dossiers traités par l'ensemble des commissions communales	42		

• Fonctionnement des services communaux (suite)

GRILLE DE DONNEES SUR LE PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE

N°	Nom et Prénoms	Sexe (M/ F)	Date Naiss ance	Diplôme (précisez le domaine)	Nombre d'années d'études	Formati on /Stage complé mentair e	Nombre d'années professionnel le (précisez date embauche)	Catégorie de l'agent (A, B, C,D, E)	Statut de l'Agent (*)	Service de l'agent	Titre/ Poste Occupé	Chef Service (oui/non)
1	Mariama Barry	38	F	Développe ment Local	17 ans	ADL	3ans		Non	Agent	Non	Non
2	Boubacar II DIALLO		M									2é vice Maire
3	Ousmane DIALLO	60	M	Tapisser	BEPEC							
4	Alpha Oumar SOW	36	M	Enseignant	Universitaire							Conseiller
5	Ibrahima BALDE	49	M	Cultivateur	Primaire							Conseil communal
6	Mamadou Moustapha DIALLO	49	M	Tailleur	BEPEC							Conseil communal
7	Mamadou Daye DIALLO	65	M	Chauffer	BEPEC							Conseil communal
8	Assiatou DIALLO	58	F	Marchande	Primaire							
9	Elhadji Boubacar sow	1941	M	Cultivateur	0	0	-	-	Commun autaire	-	-	Non
10	Mariama dioudé DIALLO	44	F	Commerçan te	Ecole coranique							Conseil communal
11	Oumar SOW	61	M	Tailleur	Primaire							Conseil communal
12	Mamadou Adama DIALLO	48	M	Chauffer	Collège							Conseil communal
13	Thierno BDOULAUE DIALLO	76	M	Sage	Ecole coranique							Conseil communal
14	Mamadou Saliou DIALLO	52	M	Commerçan t	Primaire							Conseil communal
15	Thierno Abdoul gadiry DIALLO	61	M	Cordonnier	Primaire							Conseil communal

- **Identification et Analyse des services de la Collectivité**

DENOMINATION DU SERVICE (IDENTIFICATION) : CONSEIL COMMUNAL

Principales attributions du service :

- 1 : Développement de la commune
- 2 : Mobilisation des ressources de la commune
- 3 : Tenue de l'Etat civil de la commune
- 4 : Gestion du personnel de la commune

PERSONNEL :

Nombre total d'agents : 2 Nom et prénoms du responsable :

BARRY Mariama Agent de Développement Local (ADL),

DIALLO Boubacar 1 Ingénieur conseil (IC)

NIVEAU D'EQUIPEMENT :

Mobilier de bureau : Nombre de bureaux/tables de travail : 10, Nombre de fauteuils : 10

Nombre de chaises du personnel : 20, Nombre de chaises /usagers : 5, Nombre d'armoires de rangement : 01

Matériels de bureau : Nombre postes informatiques : 0, Nombre motos : 1, Nombre véhicules : 0.

FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Nature des recettes recouvrées : Stationnement de véhicules, redevances forestières, patentes, subvention de l'ETAT et l'Etat civil.

Relation avec les citoyens et activités de prestation de service à leur profit : Passation de marché communautaire

Autres activités importantes et lisibles réalisées par le service au regard de ses attributions : Construction communautaire

Existence de dossiers dans le domaine d'attribution (dossiers de travail disponibles) : Registre de courrier d'arrivée et départ, documents comptables administratifs et financiers, registre des sessions communautaires, registre du PV de réunions

LOCAUX DE TRAVAIL :

Nombre de locaux de travail : 01, Etat physique : Dégradé : / / Moyen / / Bon / X /

BESOINS DU SERVICE EN MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Désignation	Nombre	Montant
Matériels de bureau		
1. Bureau	0	
2. Chaises	10	1 000 000
Fournitures de bureau		
1. Chrono	10	900000
2. Papier rame	5 paquets	500 000

Autres besoins (précisez) : Registre de délibération 5, registre des recettes 2, registres des dépenses 2

- **Gestion des services de la Collectivité**
- **Documents de gestion disponibles et immédiatement accessibles**

Documents de gestion disponibles	2018	2019	2020
Budget primitif	OUI	OUI	OUI
Collectif budgétaire / Budget additionnel			
Compte administratif	OUI	OUI	OUI
Registre des délibérations du CC	OUI	OUI	OUI
Journal / registre des recettes	OUI	OUI	OUI
Journal / registre des dépenses	OUI	OUI	OUI
Registre auxiliaire des valeurs inactives	NON	NON	NON
Registre du patrimoine mobilier et immobilier	NON	NON	NON
Plan de Développement Local PDL	OUI	OUI	OUI
Conventions de financement avec les partenaires extérieurs	OUI	OUI	OUI
Plan d'ensemble de la Collectivité	OUI	OUI	OUI
Cartographie de la Collectivité avec limites administratives	OUI	OUI	OUI
Cartographie de la Collectivité avec réseaux de voies et de pistes rurales reliant les villages administratifs	OUI	OUI	OUI
Cartographie de la Collectivité avec les principaux équipements publics	OUI	OUI	OUI

Nombre de déclarations des faits d'état civil sur les trois dernières années

	Année 1	Année 2	Année 3
Naissances	315	398	490
Mariages	14	25	39
Décès	-	-	-

- Développement Economique Communal

Comptage des usagers

SECTEUR ECONOMIE LOCALE

SECTEUR EQUIPEMENT MARCHAND

FICHE DE COMPTAGE DES USAGERS

N° Etalage	Resp (H/F)	Produit vendu code	Type d'abri				Commune / District / Quartier de provenance
			Boutiques	Hangars	Appâtâmes	Parasol / sans abri	
Non numéroté	3 /4	Articles divers	17	1	15	70	Districts Kalan centre, Daresalam, Madina Para, Missidé Tiga, et la Commune Urbaine de Labé, Noussy, taran, Dionfo etc...

Enquêtes sur les équipements marchands (Marché ordinaire)

SECTEUR EQUIPEMENT MARCHAND

IDENTIFICATION : Marché de : Kalan **Péridicité :** Hebdomadiare

Catégorie : / / Local / X /Communal / /Régional / /International

NIVEAU D'EQUIPEMENT

Principales composantes	Boutiques	Kiosques	Hangars	Appatams	Magasins	Sans abris/Pa rasol
Nombre	Nombre places : 61	Nombre place : 8	Nombre places : 4	Nombre places: 53	Nombre places : 2	Nombre places : 165
Etat des équipements	Mauvais Nombre : 5	Mauvais Nombre: 0	Mauvais Nombre : 0	Mauvais Nombre : 13	Mauvais Nombre : 0	Sans abris : 0
	Moyen Nombre : 25	Moyen Nombre : 0	Moyen Nombre : 0	Moyen Nombre : 10	Moyen Nombre : 0	Parasol : 35
	Bon Nombre : 14	Bon Nombre : 4	Bon Nombre : 60	Bon Nombre : 0	Bon Nombre : 0	Ambulants : -

PARCELLE : **Superficie :** 3000 m²

Accessibilité : 1 – Non carrossable / <u>X</u> /	2 - Carrossable / <u> </u> /	3 - Revêtue / <u> </u> /
Clôture : oui / <u> </u> / Non / <u>X</u> /	Si oui : Périmètre / <u> </u> / $\frac{3}{4}$ Périm / <u> </u> / $\frac{1}{2}$ Périm / <u> </u> /	Façade / <u> </u> /
Point d'eau potable oui / <u> </u> / Non / <u>X</u> /	Latrines	oui / <u> </u> / Non / <u>X</u> /
Energie : 1 – Réseau électrique / <u>0</u> /	2 – Groupe électrique / <u>0</u> /	3 – Non / <u>X</u> /

GESTION

Mode de gestion : individuel

Tarif : Boutique : 4000GNF, kiosque : 2000GNF, Hangars : 3000 GNF, Appâtâmes : 500GNF

Magasins : 5000GNF Sans abris : 500GNF

Enquêtes sur les équipements marchands (Marché à bétail)

SECTEUR EQUIPEMENT MARCHAND

IDENTIFICATION : Marché à bétail de : Kalan ,**Périodicité** : hebdomadaire

Catégorie : / / Local / X / Communal / / Régional / / International

NIVEAU D'EQUIPEMENT ET DE FREQUENTATION

Principales composantes	Hangars de négociation	Embarquement	Boutique vétérinaire	Fréquentation	Autres activités
Nombre	Nombre places : 5	Niveau d'équipement : Rampe	Niveau de fonctionnalité	Nombre de têtes vendues en moyenne par marché	Nombre places :
Etat des équipements	Mauvais Nombre:	Mauvais : 0	Mauvais : 0	Bovin Nombre : 0	Vendeurs Nombre : 0
	Moyen Nombre : 0	Moyen : 0	Moyen : 0	Caprin Nombre : 0	Gargotière Nombre : 0
	Bon Nombre : 0	Bon : 0	Bon : 0	Volaille Nombre : 0	Garde vélos Nombre : 0

PARCELLE : Superficie : 0 m²

Accessibilité: 1 - Non carrossable / X / 2 - Carrossable / / 3 - Revêtue / X /

Clôture : oui / / Non / X / Si oui : Périmètre / / ¾ Périm / / ½ Périm / / Façade / /

Point d'eau potable oui / / Non / X /

Energie : 1 - Réseau électrique / / 2 - Groupe électrique / / 3 - Non / X /

GESTION		TARIF : VENDEUR
ACHETEUR		
Mode de gestion : 1 - Communautaire / X /	2 - Directe / /	Bovin : pas de vente
3 - Cogestion / /	4 - Délégué / /	Caprin : pas de vente

Enquêtes sur les équipements marchands (Abattoirs/Boucherie)

SECTEUR EQUIPEMENT MARCHAND

IDENTIFICATION : Abattoirs / Boucherie de : Kalan **Périodicité** : pas d'abattage

Catégorie : /_0/_ Abattoir /_0/_ Boucherie /_0/_ Abattoirs/Boucherie

NIVEAU D'EQUIPEMENT

Boucherie		Abattoir		
Nombre de Guichets : 0	<u>Tarif</u> : <u>0</u>	<u>Capacité</u> : Etat Mauvais : - Moyen : - Bon :	<u>Fréquentation</u> Nombre de têtes de bétail tuées	<u>Tarif</u> (GNF)
Etat mauvais Nombre : -		Air d'abattage : Mauvais / 0 / Moyen / <u>0</u> / Bon / <u>0</u> /	Bovins/semaine Nombre : 0	Bovin - tête
Etat moyen Nombre : -		Salle d'abattage : Mauvais / <u>0</u> / Moyen / <u>0</u> / Bon / <u>0</u> /	Ovins/semaine Nombre : <u>0</u>	Ovin ____ - ____/tête
Etat bon Nombre : -		Système d'assainis. : Mauvais / <u>0</u> / Moyen / <u>0</u> / Bon / X /	Caprins/semaine Nombre : <u>0</u>	Caprin - ____/Tête

PARCELLE : Superficie : _____ n'existe pas _____ m²

Accessibilité : 1 – Non carrossable / /	2 - Carrossable / /	3 - Revêtue / /
Clôture : oui / / Non / X / Si oui : Périmètre / /	¾ Périm / /	½ Périm / / Façade / /
Point d'eau potable oui / / Non / X / Latrines oui / / Non / X /		
Energie : 1 – Réseau électrique / 0 / 2 – Groupe électrique / 0 / 3 – Non / X /		

GESTION

Mode de gestion : pas d'abattoir ni de boucherie _____

Tarif : Boutique : _____ kiosque : _____ Hangars : _____ Appâtâmes :

Magasins : _____ Sans abris : _____ FG _____

Enquêtes sur les équipements de transport

SECTEUR EQUIPEMENT DE TRANSPORT

IDENTIFICATION : Gare routière/Parking de : Kalan **Catégorie :** / Local / Inter-urbain

NIVEAU D'EQUIPEMENT

Principales composantes	Boutiques	Kiosques	Hall d'embarquement	Magasin-bagagerie	Fréquent. Hebdomadaire.	Arrivée	Départ
Nombre	Nombre places :	Nombre places :				Bus	0
Etat des équipements	Mauvais Nombre : <u> </u>	Mauvais Nombre : <u> </u>	Mauvais/ /	Mauvais/ /	Véhicules Bâchés	0	0
	Moyen Nombre : <u> </u>	Moyen Nombre : <u> </u>	Moyen/ /	Moyen/ /	9 places	0	0
	Bon Nombre : <u> </u>	Bon Nombre : <u> </u>	Bon/ /	Bon/ /	5 places	0	0

PARCELLE : **Superficie :** non définit **m²**

Accessibilité: 1 – Non carrossable / 2 - Carrossable / 3 - Revêtue /

Clôture : oui / Non / **Si oui :** Périmètre / $\frac{3}{4}$ Périm / $\frac{1}{2}$ Périm / Façade /

Point d'eau potable oui / Non / **Latrines** oui / Non /

Energie : 1 – Réseau électrique / 2 – Groupe électrique / 3 – Non /

GESTION

Mode de gestion : Cogestion / 2 - Directe / 3 - Syndicat /

CNTG

Tarif : Stationnement : Départ : _____ Arrivée : 50 000/mois (départ et arrivés)

- Occupation privative du domaine public

SECTEUR OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC

IDENTIFICATION : Occupation du domaine public : de Kalan

NIVEAU D'OCCUPATION

Principales composantes	Boutiques	Kiosques	Appatams	Magasins
Nombre	Nombre places : H : _0_ / F : _0_ /:	Nombre places : H : _0_ / F : _0_ /:	Nombre places : H : _0_ / F : _0_ /:	Nombre places : H : _0_ / F : _0_ /:
Etat	Mauvais Nombre : _____	Mauvais Nombre : _____	Mauvais Nombre : _____	Mauvais Nombre : _____
	Moyen Nombre : _____	Moyen Nombre : _____	Moyen Nombre : _____	Moyen Nombre : _____
	Bon Nombre : _____	Bon Nombre : _____	Bon Nombre : _____	Bon Nombre : _____

Evaluation des ressources :

Base de taxation : / ___ / Journalière / ___ / mensuel / ___ / Trimestriel / ___ / Annuel

Tarif

Boutique : ___ - ___ PM _____ Kiosque : ___ - ___

Appâtâmes : ___ - ___ Parasol : ___ - ___ GNF ___

Situation des ressources de la Commune

Le Code des collectivités consacre le rôle prépondérant des collectivités en matière de développement local. Il est indispensable dans ce cadre, que l'administration déconcentrée, la société civile et les structures décentralisées soient performantes afin qu'elles assument pleinement et correctement les attributs des fonctions qui leurs sont dévolues.

La décentralisation est un transfert du pouvoir par les autorités centrales à des autorités autonomes.

Selon les dispositions de l'article 1^{er} du Code des Collectivités locales, la décentralisation territoriale est un système d'administration qui permet à des groupements humains géographiquement localisés sur une portion déterminée du territoire national auxquels il est conférée la personnalité juridique et le pouvoir de s'administrer, sous le contrôle de l'État, par des autorités élues. Elle a pour objectif fondamental la prise en charge effective de la gestion des affaires locales par les représentants élus des populations. Ce processus long se concrétise constamment rendant de plus en plus les collectivités responsables de leur développement.

L'exercice du pouvoir local suppose l'existence des ressources financières que la collectivité doit pouvoir maîtriser afin de s'assurer que les services offerts aux populations répondent à leurs besoins.

Par conséquent, des ressources financières sont attribuées aux collectivités suivant différentes ordonnances dont les dispositions sont reprises par le Code des Collectivités locales (cf. ord n° 091 pour les CR, ord n° 010 pour la ville et les communes de Conakry et ord n° 012 pour les communes urbaines de l'intérieur).

Les ressources transférées aux collectivités servent à financer les actions de développement. Elles sont présentées par les autorités locales dans un budget différent de celui de la préfecture.

L'insuffisance de maîtrise de l'économie locale, l'absence d'outils de gestion de l'économie locale dans la CR sont autant de facteurs limitant les performances en mobilisation des recettes locales.

Le diagnostic de la collectivité locale a révélé une insuffisance de maîtrise par l'administration communale et les services techniques déconcentrés de l'économie locale se caractérisant par :

- ✓ Faible dynamique des activités de base ;
- ✓ Une absence de services de soutien à l'entreprenariat local
- ✓ Une faible dynamique des organisations locales.
- ✓ Une insuffisance d'investissement de fonction économique (par exemple pour des équipements marchands dans les collectivités locales);
- ✓ La non maîtrise de l'exploitation artisanale;
- ✓ Prédominance du secteur informel qui ne participe pas à l'accroissement des recettes locales;
- ✓ Faible aménagement des zones agricoles et pastorales;
- ✓ Le non recensement des points et ressources d'activités économiques;
- ✓ Le faible niveau de formation des gestionnaires des collectivités;
- ✓ La non maîtrise des rôles et responsabilités des élus en matière de gestion de l'économie locale;
- ✓ Manque d'entreprise locale
- ✓ Manque de formation des jeunes en esprit entrepreneuriale ;
- ✓ L'insuffisance des moyens financiers et matériels au service des collectivités locales;

- ✓ Le faible niveau d'organisation et de fonctionnement des groupements et associations à caractère économique; Faible niveau d'encadrement des acteurs sur le terrain;

Du point de vue strictement financier l'analyse des performances a révélé :

a) **Au niveau des procédures d'assiettes**

- Aucune enquête fiscale n'est réalisée;
- Faible effort d'actualisation des données;
- Absence de formation des agents de la collectivité (les différentes commissions de travail);
- Faible collaboration entre les services de la commune et ceux des services déconcentrés financiers compétents;
- Faible identification du potentiel fiscal.

b) **Au niveau procédures de recouvrement :**

- Faible prise en charge des rôles et avis ;
- Faible mise en œuvre des actions de recouvrement (relance, sommation) ;
- Absence d'information sur les prévisions des impôts partagés et le total recouvré ;
- Faible niveau de recouvrement de la matière imposable.

c) **Au niveau budgétaire.**

Méconnaissance des étapes et processus de budgétisation et non maîtrise des procédures réglementaires.

- ✓ Inexistence de Commission budgétaire.
- ✓ La préparation technique du budget n'implique pas tous les services techniques ;
- ✓ Inefficience des évaluations des recettes et des dépenses budgétaires;
- ✓ Les concertations internes au niveau des responsables de services communaux/ communautaires et de l'administration communale ne se font pas correctement :
 - sur l'évaluation des recettes avec les responsables des services communaux de recouvrement
 - sur les besoins de dépenses de fonctionnement des services communaux
 - sur les besoins d'entretien du patrimoine d'infrastructures communales
- ✓ Les consultations externes des principaux acteurs locaux sur le budget (acteurs de développement, districts, etc), ne se font pas correctement;
- ✓ Le niveau de prise en compte du PDL par le budget de la commune est faible à cause de la faiblesse des recettes d'investissement (Plan d'actions Communales, Plan Annuel d'Investissement);
- ✓ Les mécanismes d'arbitrages et arrêt des montants, taux d'autofinancement prévisionnel et réglage du budget, ne sont pas bien maîtrisés;
- ✓ L'adoption du projet de budget se fait souvent en dehors des délais réglementaires;
- ✓ Faible documentation du budget lors des sessions, (la transmission du projet de budget ne se fait pas dans les délais requis);
- ✓ La convocation des conseillers à la session budgétaire ne respecte pas les délais légaux, et le protocole en la matière ;
- ✓ Le déroulement de la session budgétaire, tenue des débats, mécanisme de prise de décision est souvent d'un niveau très faible à cause de l'analphabétisme des élus ;
- ✓ Le Vote et adoption du budget par le Conseil Communal se fait parfois avec beaucoup de réserves;
- ✓ La transmission du budget adopté à la tutelle se fait avec des retards ;

- ✓ La vérification/examen du budget adopté par la tutelle accuse à son tour des retards
- ✓ L'approbation du budget par la tutelle se fait parfois avec beaucoup de retards, souvent elle est fonction de l'humeur de l'autorité préfectorale, certains maires ou présidents de délégations spéciales ne connaissent les dispositions du code qui les autorisent à exécuter leur budget au-delà de trois mois sans l'approbation de la tutelle.

Toujours au niveau financier

Faible maîtrise des recettes propres;

Faible diversification des recettes propres;

Irrégularité et faiblesse des recettes de transfert;

Part prépondérante des dépenses de fonctionnement;

Manque de prévision et faiblesse des dépenses d'investissement.

- **Des opportunités d'accroissement des recettes ont été analysées.**

Les droits et redevances du domaine composés de droit de marché, droit de location des kiosques, droit de stationnement de véhicule à moteur et autres taxes dont le produit de l'aliénation du patrimoine et du portefeuille relative à la vente de terrain, vente des réserves foncières, vente de bâtiment sont méconnues.

- **Pistes de Solution**

Par rapport à la mobilisation des ressources extérieures, les thèmes relatifs à la (coopération décentralisée internationale et l'intercommunalité) doivent être abordés dans le souci d'améliorer les ressources financières des collectivités locales, une autre dimension de mobilisation doit être expliquée aux acteurs locaux. Il s'agit de l'intercommunalité et de la Coopération décentralisée internationale. Sur ce dernier point, l'EPP a rappelé le contenu du Code des Collectivités et a expliqué la démarche et les procédures en matière de coopération décentralisée. Également, le volet développement de l'intercommunalité a été abordé ; totalement ignoré par les populations l'EPP a exposé les objectifs et la démarche.

Par ailleurs, il a été expliqué aux élus que l'intercommunalité est un atout, voir un avantage à saisir pour plusieurs raisons : elle permet aux communes de s'associer et de travailler plus efficacement malgré la faiblesse de leur ressources matérielles, financières et humaines; elle leur procure l'avantage de mieux saisir les opportunités d'appui technique et de financement de la part de différents partenaires au développement.

- **Autres potentialités fiscales issues de la gestion des infrastructures marchandes**

Pour pallier la faiblesse de la mobilisation des recettes locales, la collectivité peut envisager la construction des infrastructures marchandes notamment les latrines publiques, les gares routières, les marchés intercommunautaires, les maisons de jeunes ... etc. qu'elles pourront faire gérer et qui seront rentables. L'exploitation du potentiel économique de la commune est faible. Le bois par exemple est carbonisé en charbon, transporté et vendu en ville sans que la commune ne bénéficie.

Compte tenu de ce constat, les principaux axes d'intervention pour l'amélioration optimale des recettes du marché sont : la formation et l'appui technique des ressources humaines; l'amélioration du système de communication entre les autorités locales et les acteurs économiques; la prise en compte des préoccupations spécifiques des acteurs économiques; la réorganisation du marché; le développement des outils adéquats pour la performance du système de recouvrement; la création d'une régie de recette à la mairie assurant une meilleure suivi des collecteurs et la réévaluation de l'assiette fiscale.

Analyse des ressources financières de la commune (exécution du budget)

1	RECETTES	2018	2019	2020	Moyenne
	Recettes fiscales	3.230.000	20.899.815	11.194.649	11 774 821
	Recettes non fiscales	-	2.000.000	35.475.185	18 737 592
	Produit du domaine, patrimoine, prestations et ventes diverses	1.215.265	-	1.225.166	1 220 215
	Recettes gérées par la commune	12.191.500	22.899.815	47.895.000	27 662 105
	Recettes gérées par les services de l'ETAT			540.160.250	540 160 250
	Recettes partagées	3.230.000	20.899.815	11.194.649	11 774 821
	Recettes totales d'investissement	72.711.985	570.203.988	575.245.250	572 724 619
	Total Général des recettes réelles	84.903.485	593 103.803	588.055.250	422 020 846
11	Indicateurs de recettes par capital				
	Recettes totales/habitant	1026	1927	4031	2328
	Recettes propres/habitant			-	
	Recettes fiscales/habitant	272	1759	942	991
	Recettes non fiscales/habitant	-	168	2986	1 577
	Produit du domaine du patrimoine et des services/habitant	102	-	103	102.5
	Recettes gérées par la commune/habitant	1026	1927	4031	2 328
12	Indicateurs de structure des recettes				
	Recettes propres/Total général recettes réelles (%)	0.14%	0.038%	0.081%	0.0863%
	Recettes propres/recettes totales de fonctionnement(%)	12.191.500	22.899.815	47.895.000	27 662 105
	Recettes de transfert /Total général des recettes réelles (%)	PM	PM	PM	-
	Recettes fiscales/Recettes propres (%)	0.26%	0.91%	0.233%	78.056%
	Recettes fiscales/Recettes totales de fonctionnement(%)	0.26%	0.91%	0.233%	78.056%
	Recettes fiscales/Total général des Recettes réelles (%)	0.038%	0.035%	0.019%	0.0306%
	Produits du domaine du patrimoine et des services/Recettes propres(%)	0.099%	0	0.025%	0.1115%
	Recettes gérées par la commune/Recettes totales (%)	0.14%	0.038%	0.081%	0.0863%
	Recettes partagées/Recette	-0.038%	0.091%	0.019%	0.0493%

	totales				
	Recettes gérées par la commune/ Recettes propres(%)	1%	1%	1%	1%
	Recettes de fonctionnement/Recettes d'investissement (%)	0.167%	0.040%	0.083%	0.96%
	Recettes de fonctionnement/Total général des recettes réelles (%)	0.14%	0.038%	0.081%	0.0863%
	Total Recettes réelles d'investissement/ Total général recettes réelles d'investissement (%)	0.856%	0.96%	0.91%	0.9086%

Evolution des réalisations de recettes de fonctionnement

Exercice 2018

Grandes Rubriques des recettes	Prévision	Réalisation	Reste à réaliser
Recettes fiscales	11.375.385	3.230.000	8.154.385
Recettes non fiscales	2.558.000	-	2.558.000
Produit et redevance du domaine	4.650.000	1.215.265	3.434.735
Revenus du patrimoine		-	-
Ristournes accordées par l'Etat	185.000.000	-	185.000.000
Revenus du portefeuille	-	-	-
Produits exceptionnels antérieurs divers	7.746.235	7.746.235	-
Total recettes de fonctionnement	211.329.620	12.191.500	199.138.120

Exercice 2019

Grandes Rubriques des recettes	Prévision	Réalisation	Reste à réaliser
Recettes fiscales	22.399.815	20.899.815	1.500.000
Recettes non fiscales	3.900.000	2.000.000	1.900.000
Produit et redevance du domaine	1.850.000	-	1.850.000
Revenus du patrimoine		-	-
Ristournes accordées par l'Etat		-	-
Revenus du portefeuille	-	-	-
Produits exceptionnels antérieurs divers		-	-
Total recettes de fonctionnement	28.149.815	22.899.815	5.250.000

Exercice 2020

Grandes Rubriques des recettes	Prévision	Réalisation	Reste à réaliser
Recettes fiscales	20.899.815	11.194.649	9.705.166
Recettes non fiscales	35.575.185	35.475.185	100.000
Produit et redevance du domaine	2.000.000	1.225.166	774.834
Revenus du patrimoine		-	-
Ristournes accordées par l'Etat		-	
Revenus du portefeuille	-	-	-
Produits exceptionnels antérieurs divers			-
Total recettes de fonctionnement	58.475.000	47.895.000	10.580.000

Fiche de collecte des données sur les dépenses

Evolution des dépenses de fonctionnement

Grandes rubriques des dépenses de fonctionnement	2018		2019		2020	
	Montant	Ratios %	Montant	Ratios %	Montant	Ratios %
Dettes	-	-	-	-	-	-
Salaire et traitement			-		5.100.000	32.52%
Dépenses courantes	11.699.000	16.25%	9.380.000	83.30%	7.710.000	100%
Interventions						
Charges exceptionnelles antérieurs diverses	-	-	16.296.735	96.48%	35.085.000	100%
Charges financières	492.000	4.92%	-	-	-	-
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	12.191.500	5.05%	25.676.735	91.21%	47.895.000	81.90%
TOTAL Dépense réelles de Fonctionnement	12.191.500	10.65%	9.380.000	83.30%	12.810.000	54.76%

Evolution des dépenses d'investissement

Composantes des dépenses d'investissement	2018		2019		2020	
	Montant	Ratios %	Montant	Ratios %	Montant	Ratios %
Dotations	-	-	-	-	-	-
Subventions Accordées	-	-	-	-	-	-
Fonds de concours	-	-	-	-	-	-
Emprunts	-	-	-	-	-	-
Valeurs de portefeuilles	-	-	-	-	-	-
Frais d'étude et de recherches	2.748.000	100%	59.139.275	51.75%	57.139.275	100%
Immobilisation corporelles				-	25.450.000	100%
Immobilisation en cours	69.949.250	40.02%	499.317.710	50.55%	492.655.975	100%
Charges diverses	-	-	-	-	-	-
Résultats	-	-	-	-	-	-
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	72.697.250	36.07%	567.836.985	50.67%	575.245.250	100%
TOTAL Général des Dépenses Réelles	84.888.750	26.87%	567.836.985	51.0042 %	588.055.250	98.23%

Analyse de la qualité des dépenses de la commune :

2	DEPENSES	2018	2019	2020
21	Indicateurs de dépenses par capital			
	Dépenses courantes	11.699.000	9.380.000	7.710.000
	Entretien du patrimoine d'infrastructures	-	-	-
	Dépenses totales réelles de fonctionnement	12.191.500	9.380.000	12.810.000
	Dépenses totales d'investissement	72.697.250	558.456.985	575.245.250
	Total Général des dépenses réelles	84.888.750	567.836.985	588.055.250
	Dépenses de structures	-	-	-
	Dépenses de services	-	-	-
	Total général des dépenses réelles/habitant	7144.91	47793.70	49 495.43
	Dépenses réelles de fonctionnement/habitant	1026.13	2161.15	1 078.19
	Dépenses de structure/habitant	-	-	-
	Dépenses d'investissement/habitant	6118.78	47004.20	48 417.24
	Dépenses de services/habitant	-	-	-
22	Indicateurs de structure des dépenses			
	Dépenses réelles de fonctionnement/Dépenses totales(%)	-	-	-
	Dépenses de structure/Dépenses totales(%)	-	-	-
	Dépenses d'investissement/Dépenses totales(%)	0.856	0.98	0.97
	Dépenses de services /dépenses	-	-	-

	totales (%)			
	Dépenses de personnel/dépenses de fonctionnement(%)			

Analyse des états Financiers

N°	ETATS FINANCIERS	2018	2019	2020
	Recettes de fonctionnement	12.191.500	22.899.81	47.895.000
	Total dépenses réelles de fonctionnement	12.191.500	9.380.000	12.895.000
	Epargne brute/ nette	-	-	-
	Total recettes réelles d'investissement	-	570.203.988	540.160.250
	Capacité d'investissement	-	-	-
	Recettes totales d'investissement (y compris prélèvement)	72.711.985	586.500.723	575.245.250
	Recettes propres/dépenses de fonctionnement et d'entretien	1	8.55	1
	Dépenses totales d'investissement	72.697.250	558.456.985	47.895.000
	Epargne nette/Recettes de fonctionnement (%)	-	-	-
	Recettes totales d'investissement/dépenses totales d'investissement(%)	-	0.10	1
	Capacité d'investissements/dépenses totales d'investissement	-	-	-
	Excédent recettes totales d'investissement-dépenses totales d'investissement	-	-	-

Analyse de la mobilisation des ressources locales

Analyse du processus de recouvrement des impôts et taxes

Analyses	Données d'analyse	Forces	Faiblesses
Mobilisation des ressources fiscales	Evaluation moyenne des émissions sur les 4 ans (régularité des opérations d'assiette)	Implication des services de l'impôt	Non implication des services de l'impôt
	Rythme de croissance des émissions (maîtrise du gisement fiscal)	Implication des services de l'impôt	Non implication des services de l'impôt
	Rythme d'évolution des recouvrements (maîtrise des opérations de recouvrement)	Implication des services de l'impôt	Non implication des services de l'impôt
	Taux de recouvrement (niveau de performance des services de recouvrement)	Implication des services de l'impôt	Non implication des services de l'impôt
Mobilisation des ressources non fiscales	Evaluation moyenne des potentiels (maîtrise du gisement des taxes locales)	Existence du potentiel non fiscal, présence d'un receveur	Non maîtrise du gisement des taxes locales
	Rythme d'évolution des prévisions des recettes non fiscales (qualité des opérations de recensement des taxes locales)	Existence du potentiel non fiscal, présence d'un receveur	- Les commissions de travail ne sont pas formées et ne fonctionnent pas - Analphabétisme des membres - Méconnaissance des recettes non fiscales
	Rythme d'évolution des recettes non fiscales ((maîtrise du processus de recouvrement des taxes locales))	Existence du potentiel non fiscal, présence d'un receveur	Non maîtrise du processus de recouvrement
	Taux de recouvrement des taxes locales (niveau de performance des services locaux en charge du recouvrement des taxes locales)	Existence du potentiel non fiscal, présence d'un receveur	- Taux de recouvrement très faible - Faible performance des services locaux en charge du recouvrement

Evaluation du potentiel de la commune

Simulation du potentiel

Source de recette	Nombre	Tarif prévu par les textes	Potentiel	Recouvrement	Taux %	Difficultés liées à son recouvrement	Solutions à envisager	Les intervenants
Contribution foncière unique (CFU)	PM	PM	-	non	PM	Non appliqué, laxisme des autorités	Impliquer les services d'impôt	Conseil communal Services des impôts
Impôt sur les revenus fonciers	PM	PM	-	non	PM	Non appliqué, laxisme des autorités	Impliquer les services d'impôt	Conseil communal Services des impôts
Taxes sur les armes à feu	PM	PM	-	non	PM	Non appliqué, laxisme des autorités	Impliquer les services d'impôt	Conseil communal Services des impôts
Taxes sur les biens de mains mortes	PM	PM	-	non	PM	Non appliqué, laxisme des autorités	Impliquer les services d'impôt	Conseil communal Services des impôts
Taxes d'Etat civil (mariage, naissance, décès)	-	5 000	110 000	100 000	PM	La non déclaration des naissances, mariages et décès	Sensibilisation des populations	-Conseil communal -Commissions de travail -Secrétaire général -Receveur
Taxes d'abattage	-	25 000	132 000	100 000	91%	Abattage rare	-	-Chef de poste vétérinaire -Commissions de travail
Taxes d'hygiène et de salubrité	-	-	-	-	76	-	Sensibilisation des populations et des élus	-Conseil communal -Commissions de travail

Taxes sur spectacles et réjouissance	-	PM	647 500	0	-	Conflit entre la jeunesse et les autorités locales suite à un meurtre	Résolution du conflit	-Conseil communal - commissions de travail - Autorités sous préfectorales et religieuses
Droit de location des Kiosques	-	PM	-	-	-	Non appliqué	-	Conseil communal - Commissions de travail
Taxes d'équipement	-	PM	-	-	-	-	-	

Tableau de synthèse du Diagnostic financier

N°	Problèmes majeurs	Causes	Objectifs d'amélioration/stratégiques	Résultats attendus	Actions
SO1 : Mobilisation des ressources fiscales					
	Pauvreté de la CR	-Non implication des services d'impôt à la mobilisation des recettes fiscales -Insuffisance de personnel au niveau des services d'impôts	Meuglement des cadres organiques	Les recettes fiscales sont recouvrées	Recrutement des agents au niveau des services d'impôts à mettre à la disposition des collectivités
SO2 : Mobilisation des ressources non fiscales					
	Pauvreté de la CR	Les recettes ne sont pas suffisamment recouvrées à cause du laxisme des élus, le manque d'esprit citoyen, la réticence des contribuables, manque d'application du principe de rédevabilité	Formation sensibilisation des élus, redynamiser les commissions de travail	Les recettes non fiscales sont recouvrées	Sensibilisation des citoyens et des élus à l'esprit citoyen
SO3 : Equilibre financier					
	Faible capacité d'investissement	Ignorance, manque de confiance, non valorisation des efforts d'investissement des ressortissants	Améliorer le recouvrement des recettes	Les investissements ont augmenté	Sensibilisation des citoyens et des élus, valoriser les efforts d'investissement des ressortissants et des populations locales

L'analyse de ce tableau ci-dessus fait apparaître clairement l'ignorance des contribuables des avantages liés au paiement de ces différentes taxes pour le développement de la CR. L'insuffisance des cadres pour le recouvrement et la corruption sont des facteurs qui paupérisent la CR.

Quant au niveau de mise en œuvre des PAI, Kalai a réalisé 4 PAI avec l'appui technique et financier du PACVI et du PACVII et un PAI financé exclusivement par la communauté (un pont). Les quatre districts qui composent la CR ont bénéficié chacun d'un PAI financé et exécuté à 100%.

VI. VISION ET OBJECTIFS GLOBAUX DE DEVELOPPEMENT

La vision de développement de la collectivité d'ici l'horizon 2021 :

La CR de Kalan par son PDL, entend être le miroir du développement local pour la Préfecture de Labé.

Pour réaliser cette vision qui aboutira à la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie de la population de Kalan, des objectifs globaux (SMART) ont été définis, ce sont :

- Offrir une meilleure éducation à tous les enfants qui ont l'âge d'aller à l'école
- Promouvoir la cohésion sociale ;
- Emploi (autofinancement/ développement) ;
- Faciliter l'accès à l'eau potable pour tous ;
- Faciliter l'accès aux soins primaires à toutes les populations ;
- Avoir un environnement moins dégradant et une biodiversité protégée ;
- Appui de l'Etat et des PTF ;
- Désenclavement des villages et zones de production à travers le reprofilage des pistes ; et l'aménagement des ouvrages de franchissement ;
- Faciliter l'accès aux crédits aux taux préférentiels
- La réalisation d'infrastructures de base.

LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES PAR DOMAINE

Les orientations stratégiques par domaine se résument par les axes d'intervention suivants :

Après analyse des problèmes centraux identifiés et celui des atouts lors du DSEL, il se dégage les axes d'interventions suivants :

- ◆ L'amélioration de la production par la valorisation du potentiel agricole à travers la réhabilitation des pistes, l'aménagement des bas – fonds, la diffusion des techniques de lutte contre les termites et chenilles ainsi que les techniques de conservation et de transformation des produits agricoles ;
- ◆ L'augmentation du revenu par l'emploi jeune et la prise en charge de l'aspect genre et l'institutionnalisation d'un cadre de concertation entre les acteurs de développement de la CR ;
- ◆ L'appui à la mise en place des mesures locales de protection et de restauration de l'environnement (DRS et reboisement zones dénudées,.....);
- ◆ La mise en place des infrastructures sociales (hydraulique villageoise, poste de santé, école et pistes rurales, Maison des jeunes, Centre culturels, réseaux de téléphonie mobile électrification rurale...etc)

Ces interventions seront réalisées avec des ressources internes (communautés) et externes (Projets/ Programmes, ONG et ressortissants). L'atteinte de ces objectifs doit passer nécessairement par la formulation et la mise en œuvre d'un PDL qui aura comme acteurs principaux les populations de Kalan.

Les orientations stratégiques liées à la Bonne Gouvernance, la pauvreté et le renforcement des capacités

La CR entend travailler selon le code des collectivités locales et les autres textes qui régissent le fonctionnement de l'administration avec l'appui des STD pour assurer le développement de sa localité. Ainsi la CR envisage organiser des formations en renforcement des capacités pour les élus et la sensibilisation de la population sur des thèmes qui favorise la transparence notamment en lobbying, en plaidoyer, en leadership, en techniques et pratiques administratives en mobilisations et gestion de ressources, en finances locales, passations des marchés et en technique de montage de microprojets. Elle envisage aussi appliquer la GTP (gouvernance territoriale participative) et la promotion des IDL (initiative pour le développement local).

- **L'impact attendu auquel le PDL contribue ;**

- 1) Les impacts attendus de la réalisation de ce PDL sont entre autres, l'augmentation de la production grâce à la disponibilité des intrants agricoles, à l'amélioration des techniques culturelles, à l'aménagement des bas-fonds et plaines et à l'organisation des paysans.
- 2) A l'amélioration de la santé de la population grâce à la disponibilité des services sanitaire à un cout accessible à tous.
- 3) les 100% des enfants en âge d'aller à l'école ont accès à la scolarité dans les conditions requises.
- 4) L'environnement est sain et propre grâce aux actions d'assainissement régulières organisées dans la commune
- 5) L'exode rural est atténuer à 70% grâce à la création des activités génératrices de revenu par conséquent de l'emploi qui fixe les jeunes et les femmes.

- **Les effets attendus des programmes ;**

Programme de développement économique

La mobilisation des ressources communales issues des activités économiques seront atteint les 90% d'ici fin 2027.

Les revenus des populations notamment des jeunes et des femmes vont tripler d'ici 2027

Programme d'aménagement territorial

Les chefs-lieux des districts seront aménagés et lotis à hauteur de 50% conformément à la politique nationale d'aménagement du territoire d'ici 2027.

Programme de développement socio-communal

La population de la commune aura accès à 100% aux services socio-économique de base

Programme de développement institutionnel

Le cadre organique de la CR sera meublé à 100% la gouvernance et appliquée à la satisfaction de la population.

- **Les produits attendus des secteurs**

Secteur éducation : Les 100% des enfants en âge d'aller à l'école sont scolarisés dans des conditions requises.

Secteur Santé : 90% de la population à l'accès facile aux soins de santé primaires

Secteur élevage : 80% du cheptel est alimenté en saison sèche; 90% a accès à l'eau potable pendant la saison sèche et 100% sont vaccinés.

Secteur Agriculture : 50% des plaines et bas-fonds sont aménagés, 100% des groupements agricoles et paysans ressources sont formés et outillés.

Secteur Pêche : Un groupement piscicole est constitué et formé, un étang piscicole est aménagé. Les populations de Kalan sont ravitaillées en poisson.

Secteur eau : 90% de la population a accès à l'eau potable

Secteur Artisanat : 30% des artisans sont formés et équipés

Secteur Aménagement du territoire : Les quatre districts sont aménagés et lotis conformément aux normes nationales..

VIII. Stratégie de mise en œuvre

- **Dispositif de mise en œuvre**

Le dispositif de mise en œuvre relève de la mise en place d'un Comité de suivi qui supervise et coordonne l'ensemble des activités de développement de la Commune. La mise en œuvre des actions inscrites dans le PDL relève des groupes spécifiques au sein de la communauté et /ou des prestataires des services contractuels.

IX. Dispositif de Suivi/évaluation

Pour chaque activité programmée, un comité de suivi est mis en place. Dans la réalisation de l'activité, les éléments contractuels définissent la responsabilité de tous les acteurs (populations, comité de suivi, opérateur, élus locaux, prestataire et les cadres des éventuels partenaires Techniques et financiers (Projets et/ou Programmes).

Le dispositif ainsi mis en place fonctionnera sur la base des outils élaborés et des périodicités validés par l'ensemble des acteurs impliqués.

- **Appréciation générale du PDL**
- **Pertinence du PDL**

Le PDL ainsi élaboré et validé est une émanation de toutes les couches sociales du terroir et répond à leur préoccupation réelle. Sa mise en œuvre contribuera non seulement à l'amélioration des conditions de vie des populations mais aussi à l'appropriation par celles-ci de l'approche participative qui la sous-tend.

- **Faisabilité**

Le PDL étant un outil participatif de planification et de négociation au service de la communauté, sa faisabilité dépend de :

- l'engagement des populations à améliorer leurs conditions actuelles ;
- La capacité du Conseil Communal à mobiliser les ressources humaines et matérielles de la Commune ;
- La capacité de la CR de développer des relations de partenariat avec les intervenants extérieurs y compris l'Etat ;

- **Des risques et mesures correctives prévues**

Des risques :

- Cas de forces majeures ;
- Non réalisation des actions d'accompagnement qui constituent les meilleures portes d'entrée ;
- La disponibilité limitée des ressources de la CR pour des gros investissements ;
- La non mobilisation éventuelle et ou retard des contributions /participations des populations et des intervenants externes;
- L'inefficacité éventuelle du conseil à négocier avec d'autres intervenants ;

Mesures correctives prévues

Le respect du cadre de concertation mis en place en vue d'harmoniser les interventions ;

La mise en relation du CC avec d'autres intervenants ;

L'implication efficace des ressortissants de la CR dans la mise en œuvre du PDL.

X. Conclusions et perspectives

Ce document est le résultat du DSEL dans les trois districts de Kalan. Il nous a permis avec les communautés : Hommes, femmes, Jeunes, Elus, ONG, STD et OCB d'identifier les problèmes, d'analyser les contraintes et potentialités, de proposer des pistes de solutions et de planifier des actions de développement pour une période de quatre ans. Il est à noter qu'au cours du DSEL et de la planification du PDL ; les populations ont démontré leurs capacités et motivations pour le développement durable de la CR.

La valorisation des structures locales doit jouer des rôles dans la mise en œuvre des actions de développement programmées. Ce développement sera axé surtout dans les contributions communales, du suivi évaluation (S&E) et l'entretien des infrastructures.

Ce PDL présente des actions qui peuvent être financées par la communauté, les ONG Nationales et Internationales, les projets, l'Etat, les ressortissants ainsi que toutes autres bonnes volontés.

Par ailleurs pour que la CR de Kalan en particulier et les CR du pays en général atteignent les objectifs de développement, il serait nécessaire dans un cadre général d'instaurer et développer une structure de réflexion d'action et d'accueil pour tous les intervenants (Etat, OSC, Bailleurs de fonds, CR) dans le développement local et social.

Pérenniser le processus de Bonne Gouvernance Locale (BGL) qui est le levier efficace de la lutte contre la pauvreté et vulgariser la Gouvernance Territoriale Participative GTP car seules les décisions provenant de la base peuvent réduire le taux de pauvreté en milieu rural.

1. Planification

Finances locales	Infrastructures Administratives	Organisation de la société civile				
	1) Rénovation, équipement du bureau et du logement de la sous-préfecture 2) Rénovation du logement des fonctionnaires	-Bureau et logement de la sous-préfecture rénové, équipés -Logement des fonctionnaires	Sous-préfecture Fonctionnaires	CR Partenaires Services techniques	Toutes les OSC et GIE de la CR	CR Partenaires Services techniques X
	Mobilisation des ressources financières	Les recettes financières sont recouvrées	Conseil communal	S.Impôt CC Commis de travail		
10 000000				40 000000		20 000000
0				360 000000		0
10 000000				400 000000		20 000000
				Commission de travail S. impôt		SPD

Programme de développement socio-communal
Effet Attendu : Tous les besoins en infrastructures socio-communal sont comblés d'ici 2027

EDUCATION

		Produit Attendu : le taux de scolarité a augmenté de 40%, le taux d'abandon scolaire a baissé de 70%			
Construction et équipement de salles de classes		11 salles de Classes Construites et Equipés	Téléco Kalan centre(3) classes Un Collège à Missidé Tiga (4) classes et (4) classes à Amélioré	CR Bénéficières Partenaires services Techniques	CR
Réalisation de clôture des Ecoles (1 800ml)	- les écoles sont clôturées et protégées	Kalan centre Missidé Tiga Daresalam Madina Para	-CR Bénéficières Partenaires Service technique	X	0
Réalisation de Points D'eau	3 points d'eau sont réalisés	M'balbhè (1) Daresalam (1) Madina Para (1)	CR Bénéficières Partenaires Services Techniques		1 500 000 000
	d'eau dans les écoles comblées				1 500 000 000
		150 000 000	250 000 000	CR	
		300 000 000	500 000 000		
		450 000 000	750 000 000		

	Rénovation et équipement de salles de classes	-9 salles de classes sont rénovées et équipées	Kalan centre (3), Madina Para (3) Daressalam (3)	CR Bénéficières partenaires services Techniques	25 000000	200 000000	225 000000	APEAE
	Réalisation et rénovation des latrines	18 latrines sont construites et rénovées l'hygiène est améliorée dans les écoles	Kalan centre (4) à l'EP, (4) au collège, (4) à Segueya, (3) à Madina Para, Daressalam (3)	CR Bénéficières Partenaires services Techniques	X			APEAE
	Renforcement des effectifs des enseignants élémentaires (10), (2) arabisants et secondaire (2)	10 enseignants élémentaires et 2 au secondaire recrutés taux de scolarisation amélioré	Kalan centre (3) Missidé Tiga(3) Daresalam(2) Madina Para (2)	CR Bénéficières Partenaires services Techniques	160 000000	200 000000	360 000000	APEAE

Formation des formateurs pour les centres alpha (2)	-2 formateurs sont identifiés et formés -Déficit de Formateurs comblé	Kalan centre (1) Daressalam (1)	CR DPE Partenaires	X
		200000		
		1800000		
		2000000		
		APEAE		

		<u>Produit Attendu</u> : le taux de couverture sanitaire a atteint les 80%						
Construction et équipement de postes de santé (2)	2 postes de santé construits et équipés de couverture sanitaire Améliorée	Thiankoye (Daresalam 1) Missidé Tiga (1) Ley fello tonny	CR Bénéficières Partenaires services Techniques				350 000 000	PME
Renforcement du personnel soignant (4)	Effectif du personnel soignant augmenté couverture sanitaire amélioré	Centre de santé 2 M tiga 1 Daressalam (1) Centre de Santé de Kalan	Bénéficières Partenaires -Services Techniques CR				450 000 000	CS/DPS
Construction de latrines	1 latrine de 4 cabines est construites les conditions d'hygiène sont améliorées	Partenaires -Services Techniques	Bénéficières Partenaires -Services Techniques	X			800 000 000	
SANTE								
Construction de logement du personnel	1 logement de (deux chambres et salon) est construit les conditions de travail sont améliorées	Centre de santé de Kalan	CR Bénéficières Partenaires Services Techniques				3 000 000	CO GEST
							27 000 000	DPS CO GEST
							30 000 000	DPS
Eau et Energie	<u>Produit Attendu</u> : 100% de la population a accès à l'eau potable						13 500 000	PME
							121 500 000	
							135 000 000	

Réalisation de forages	9 forages sont réalisés Les besoins en eau potable sont satisfaits	Fello 2 (1), Ouressoko (1), Saré kouleya (1) Kouradjé (1) Diohèrè (1) Madina Para(2), Kansô (1), Ley fello tounny(1)	CR Bénéficiaires Partenaires -Services Techniques	X	81000000	675 000 000 675 000 729 000000	675 000 000
Produit Attendu	Tous les lieux de culte existant sont rénovés	Population	X	40000000	36000000	40000000	Ouvriers des districts PME
Rénovation de mosquées	Les (4) grandes mosquées des 4 districts sont rénovés	Kalan centre 1 Missidé Tiga (1) Daresalam (1), Madina Para(1)	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	CR
Produit Attendu	Produit Attendu : les populations ont la capacité d'anticiper sur 50% des conflits naissants et la gestion de 90% des conflits existants	Population des districts	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	Ouvriers des districts PME
Sécurité	Mise en place et formation de 4 comités de gestion des conflits	4 comités de gestion des conflits sont mis en place La sécurité de la population est améliorée	Kalan centre 1 Madina Para 1 Missidé Tiga 1 Daresalam 1	X	10 000 000	10 000 000	CR
Recrutement formation et équipement d'une garde communale	4 gardes communales sont recrutées et formées La sécurité de la population est améliorée Les recettes locales sont recouvrées	Population de la CR	-Conseil communal -Conseil de district - services de sécurité	X	1000000	10 000 000	Conseil communal

Programme de développement économique

EFFET ATTENDU : Les ressources communales issues des activités économiques ont doublé d'ici 2027

		Produit Attendu : La production agricole a augmenté de 50% grâce à la disponibilité des intrants agricoles et une amélioration des techniques culturelles	
Aménagement de bas Fonds et /ou plaines (96ha)	96 ha de bas-fonds sont aménagés production agricole augmentée, revenu des paysans amélioré zones sensible protégées	Kalan centre (24) M Tiga (24) Daresalam(24) Madina Para(20)	CR Services Techniques Partenaire es
Mise en place d'un système d'approvisionnement intrants et outillages agricoles à bon prix	Un système d'approvisionnement mis en place. Approvisionnement rendu possible Production améliorée facilité d'accès aux intrants réalisée production améliorée	Kalan centre, Missidé Tiga, Daresalam , Madina Para	CR Services Techniques X
Sécurisation des périmètres aménagés au grillage (4 000 ml)	-4000 ml de grillage réalisés production améliorée pression sur l'environnement réduit revenus des femmes améliorées conflits entre agriculteurs et éleveurs réduits	Kalan centre (1000) M tiga (100) Daresalam(1000) Madina Para (1000)	CR Services technique s partenaire s bénéficiai res
Suivi périodique des producteurs	Tous les producteurs sont encadrés -La production agricole est augmenté	Tous les (4) districts CR Services Techniques	PM PM PM
			PME OSC Service Technique
		3840000	160 000 000
		0	1 360 000 000
		3 840 000	1 520 000 000
			Conseiller agricole

Produit Attendu : Les 90 % du bétail sont régulièrement vaccinés, 80% des éleveurs ont accès aux produits vétérinaires et 60% du cheptel est suffisamment alimenté en saison sèche													
Vaccination et traitement du cheptel	-Tout le cheptel est vacciné et soigné au cas par cas	Tous les districts	CR Services Techniques Partenaire s Bénéficiai res	X X X X X									Service technique d'élevage
Elevage	-La mortalité est réduite production animales améliorées revenu des éleveurs accru												
Sensibilisation des populations sur le danger des ordures en plastique et produits synthétiques	Salubrité des villages assurés -Animaux Protégés contre les intoxications -Production Améliorée	Tous les districts	CR Services Techniques Partenaire s Bénéficiai res	X									
Elevage													
Aménagement des points d'eau pastoraux(7)	-11 points d'eau Sont aménagés -Besoin en eau du cheptel couvert Divagation et accidents des animaux réduits revenu des éleveurs accru	Kalan centre (2) Madina para (1) Missidé tiga (3) Daresalam (5)	CR Services Techniques Partenaire s Bénéficiai res										
		16500000											
		148500000											
		165000000											

Tourisme et Artisanat (suite)		Tourisme et Artisanat			
	Appui à l'organisation, à la Formalisation des Groupements d'artisanats	Des groupements d'artisans sont Organisés par filière et formés	Kalan centre	CR Services	CR GIE artisans
	Mise en place d'une Ligne de crédit en faveur des artisans	-Un partenariat Fécond entre les Structures de Micros finance de la préfecture est Etabli -Les GIE ont accès Au crédit	Tous les GIE D'artisans des 4 districts	CR Institution de micro finance	X
Promotion des produits artisanaux	Le potentiel des artisans de la zone et connu -Le revenu des artisans est améliorée	Tous les artisans de la CR	CR Services Techniques Partenaires	3 000 000	4 000 000
				0	
				3 000 000	
					4 000 000

	Formation technique et Equipement des artisans (40)	Les capacités opérationnelles des artisans sont Renforcées	Tous les groupement s d'artisans	CR Services Techniques Partenaires	X				4 000 000	36 000 000	40 000 000	GIE Prestataires
	Doter les femmes de 24 décortiqueuses et/ou de moulins	24 décortiqueuses sont achetées pour les femmes, et/ou de moulins	Les femmes et les handicapés physiques de tous les Districts	CR Etat Partenaires Ressortissant s bénéficiaires	X							CR, Bénéficiair es, Direction préfectorale promotion féminine, Etat
	Emploi jeune	Création d'un fonds de développement social durable, ou fonds emploi jeune	-Un fonds emploi jeune mis à la disposition de la jeunesse de Kalan -Diminution du chômage, -Réduction de l'exode	Les jeunes de Kalan	CR Etat partenaires ressortissants bénéficiaires	X			48 000 000	432 000 000	480 000 000	
							80 000 000					
							720 000 000					
							800 000 000					

Programme de limitation des impacts environnementaux	Restauration des zones impactées par la réalisation des projets (Routiers, infrastructures scolaires, sanitaires, etc.)	Toutes les zones impactées sont restaurées à travers des assainissements et des reboisements	Population des 4 districts	CR OSC élus des districts	Services Techniques environnement, Eaux et forêts et CSE
<u>Effet Attendu :</u> Les impacts environnementaux sont atténués	Gestion de l'impact environnemental des projets			X	
			4500000		
			45 000000		

Schéma de Financement

Projection de la mobilisation des ressources financières

Projection des recettes totales par composante

Source de recette	Potentiel	Rendement actuel	Rendement potentiel	Projection des ressources				
				Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Contribution foncière uniques (CFU)	9.705.166	0	11.261.706	10.190.424	10.699.947	11.234.944	11.796.691	12.386.525
Taxes d'Etat civil (naissance, mariage, décès)	2.000.000	1.900.000	11.261.706	10.190.424	10.699.947	11.234.944	11.796.691	12.386.525
Taxes d'abattage	900.000	900.000	1.044.343	945.000	992.250	1.041.862	1.093.955	1.148.652
Produits des amendes	32.675.185	32.675.185	37.915.713	34.308.944	36.024.391	37.825.610	39.716.890	41.702.734
Droits des places de marché	500.000	500.000	580.190	525.000	551.250	578.812	607.752	638.139
Droits de stationnement des véhicules	500.000	500.000	580.190	525.000	551.250	578.812	607.752	638.139
Redevances forestières	1.000.000	225.166	1.160.382	1.050.000	1.102.500	1.157.625	1.215.506	1.276.281
Contribution des patenttes	2.460.000	2.460.000	2.854.540	2.583.000	2.712.150	2.847.757	2.990.144	3.139.651
Taxes uniques sur les véhicules	8.734.649	8.734.649	10.135.533	9.171.381	9.629.950	10.111.447	10.617.019	11.147.869
TOTAL	58.475.000	47.895.000	66.808.866	61.398.749	64.468.688	67.691.869	71.076.471	74.630.290

Fiche n° 2.3.2g : Evaluation du potentiel de la Commune

Elle est mise au point en simulant à partir : (i) de la moyenne et du rythme d'évolution des émissions pour les impôts sur rôle, (ii) des résultats des enquêtes sur les activités économiques et autres etc., (iii) du taux de recouvrement moyen de la période. Des résultats, les difficultés sont ressorties et des propositions de solution sont envisagées pour l'amélioration du recouvrement. Les acteurs pour la mise en œuvre des solutions sont également identifiés.

Tableau n°2.3.2f : Simulation du potentiel

Source de recette	Nombre	Tarif prévu par les textes	Potentiel	Recouvrement	Taux %	Difficultés liées à son recouvrement	Solutions à envisager	Les intervenants
Contribution Foncière unique (CFU)	PM	PM	9.705.166	0	0%	Rétissance des populations	Sensibilisation des populations, recensement des contribuables	Commission finance, receveur, P.Distruct
Contribution des patentés	PM	PM	2.460.000	2.460.000	100%	Pas de difficulté	Félicité et encouragé les personnes concernées dans ce sens	Receveur et comité
Taxes uniques sur les véhicules	PM	PM	8.734.649	8.734.649	100%	Pas de difficulté	Félicité et encouragé les personnes concernées dans ce sens	Syndicat des transporteurs
Taxes d'Etat civil (naissance, mariage, décès)	PM	PM	2.000.000	1.900.000	95%	Retard et négligence	Encouragé la population à déclarer les naissances et les mariages	Comité de l'état civil
Taxes d'abattage	PM	PM	900.000	900.000	100%	Pas de difficulté	Félicité et encouragé les personnes concernées dans ce sens	Comité d'abattage
Produits des amendes	PM	PM	32.675.185	32.675.185	100%	Pas de difficulté	Félicité et encouragé les personnes concernées dans ce sens	Receveur et comité
Droits des places de marché	PM	PM	500.000	500.000	100%	Pas de difficulté	Félicité et encouragé les personnes concernées dans ce sens	Comité du droit des marchés
Droits de stationnement des véhicules	PM	PM	500.000	500.000	100%	Pas de difficulté	Félicité et encouragé les personnes concernées dans ce sens	Syndicat des transporteurs
Redevances forestières	PM	PM	1.000.000	225.166	22,5%	Pas d'agent CCF	Affectation d'un CCF	CC, préfecture, (sectoriel)
TOTAL			58.475.000	47.875.000	81,87%			

Projection des recettes d'investissement de la commune

Projection des recettes totale par composante

N°	Source de recette	Potentiel (prévision)	Rendement actuel (réalisations)	Projection des ressources				
				Rendement potentiel	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
RECETTES								
1	RECETTES DE FONCTIONNEMENT $T = (2+3+4+5+6+7+8)$	58.475.000	47.895.000	67.853.482	61.398.750	64.468.687	67.692.121	71.076.727
2	Recettes fiscales	20.899.815	11.194.649	24.481.623	21.944.805	23.042.045	24.194.147	25.403.854
3	Recettes non fiscales	35.575.185	35.475.185	41.280.823	37.353.944	39.221.641	41.182.723	43.241.859
4	Produit du domaine	2.000.000	1.225.166	2.320.764	2.100.000	2.205.000	2.315.250	2.431.012
5	Revenu du patrimoine	0	0	0	0	0	0	0
6	Dons et subvention accordées par l'Etat	185.000.000	0	0	0	0	0	0
8	Produits exceptionnels antérieurs et divers	0	0	0	0	0	0	0
9	RECETTES DE TRANSFERTS (dotations de fonctionnement de l'Etat)	0	0	0	0	0	0	0
10	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT $T = (1+9)$							

RECETTES D'INVESTISSEMENT T = (12+13+14+15)								
12 Recettes propres d'investissement	575.245.250	575.245.250	667.504.555	604.007.512	634.207.887	665.918.281	699.214.195	734.174.904
13 Dotation d'équipement Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
14 Transferts d'investissement FDL								
15 Fonds de concours (PTF+Coop Décentralisée)		0	0	0	0	0	0	0
16 TOTAL DES RECETTES = (10+11)								

NB : les lignes vierges des tableaux ne présentaient ni prévisions ni réalisations dans le budget et le compte de résultat de la CR

Synthèse des ressources mobilisables : Une projection des recettes d'investissement par nature est simulée pour chaque année

Synthèse des ressources

Nature des ressources	TOTAL	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Recettes propres d'investissement.						
Recettes propres d'investissement	575.245.250	604.007.512	634.207.887	665.918.281	699.214.195	734.174.904
Excédent d'investissement	0	0	0	0	0	0
Contribution Volontaire	0	0	0	0	0	0
Fonds de concours d'aide	540.160.250	567.168.262	595.526.675	625.303.008	656.568.158	689.396.565
Contribution de l'Etat						
Dotation d'équipement (art. 375 CCL)	0	0	0	0	0	0
Transfert d'investissement (FDL)	0	0	0	0	0	0
Contribution des PTF						
Dotations sectorielles	0	0	0	0	0	0
Dotations des projets/programmes	0	0	0	0	0	0
Coopération décentralisée						
Coopération décentralisée	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES RESSOURCES	0	0	0	0	0	0

Synthèse du coût des programmes

N°	Programmes de développement	Coûts prévisionnels	Ratios %	Evaluations annuelles				
				Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
1	Programme de développement Institutionnel	595.000.000	0,01	624 750 000	684.250.000	718.462.500	786.887.500	891.235.625
2	Programme de développement socio-communal	5.357.000.000	0,09	5.624.850.000	5.906.092.500	6.201.397.125	6.511.466.981	6.837.040.330
3	Programme de développement économique	15.431.761.000	0,37	16.203.349.050	17.013.516.502	17.864.192.327	18.757.401.943	19.695.272.040
4	Programme d'aménagement du Territoire	21.535.330.000	0,51	22.612.096.500	23.742.701.325	24.929.836.391	26.176.328.210	27.485.144.620
5	Programme de limitation des impacts	55.350.000	0,001	55.626.750	58.408.087	61.328.491	64.394.915	67.614.657
	TOTAL DES DEPENSES	41 638 757 037		45.120.672.300	47.404.968.414	49.775.216.834	52.296.479.549	54.976.307.272